

TRAITE 4
DE PAIX
ET DE COMMERCE,
NAVIGATION ET MARINE;
ENTRE
LA FRANCE ET LES ETATS GENERAUX
DES PROVINCES UNIES DES PAYS-BAS.

Conclus à Ryswick le 21. Septembre 1697.



A PARIS,
De l'Imprimerie de FREDERIC LEONARD,
Imprimeur ordinaire du Roy.

M. DC. XCVII.
AVEC PRIVILEGE DE SA MAJESTE'.

THE
NEW
AND
REVISED
EDITION
OF
THE
HISTORY
OF
THE
CITY
OF
NEW
YORK
FROM
1624
TO
1812
BY
JOHN
B. HOGGINS
NEW
YORK
1812





LOUIS PAR LA GRACE DE DIEU,
 ROY DE FRANCE ET DE NAVARRE:
 A tous ceux qui ces presentes Lettres ver-
 ront, SALUT. Comme nostre amé & féal
 Conseiller ordinaire en nostre Conseil
 d'Etat, Nicolas Auguste de Harlay, Chevalier Sieur
 de Bonneüil, Comte de Celj; nostre cher & bien
 amé Louis Verjus, Chevalier Comte de Crecy, Mar-
 quis de Treon, Baron de Couray, Sieur du Boulay,
 des deux Eglises, de Fort-Isle, & du Menillet: & nô-
 tre cher & bien amé François de Callieres, Chevalier
 Sieur de la Rochechellay & de Gigny: nos Ambas-
 sadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, en vertu
 des pleins pouvoirs que Nous leur en avons donné,
 auroient conclu, arrêté & signé le 20. jour de Septem-
 bre dernier à Ryssvick avec les Sieurs Antoine Heinsius
 Conseiller Pensionnaire des Etats d'Hollande & de Vvest-
 frise, Garde du Grand Sceau, & Surintendant des Fiefs
 de la même Province; Everard de Vveede, Seigneur de
 Vveede, Dykvelt, Rateles, &c. Seigneur Foncier de la Ville
 d'Oudevvater, Doyen & Escolastre du Chapitre Impe-
 rial de Sainte Marie d'Utrecht, Dykgrave de la Riviere
 le Rhin dans la Province d'Utrecht, President des Etats

de ladite Province ; & Guillaume de Haren Grietman du Bildt, Deputé de la Noblesse aux Etats de Frise , & Curateur de l'Université de Francker, Deputez en leur Assemblée de la part des Etats d'Hollande , d'Utrecht & de Frise en qualité d'Ambassadeurs Extraordinaires, & Plenipotentiaires de nos tres-chers & grands Amis les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas , pareillement munis des pleins Pouvoirs , le Traité de Paix dont la teneur s'ensuit.

AU nom de Dieu , & de la tres-sainte Trinité : A tous presens & à venir soit notoire, Que pendant le cours de la plus sanglante Guerre dont l'Europe ait esté affligée depuis long-temps, il a plû à la Divine Providence de preparer à la Chrétienté la fin de ses maux, en conservant un ardent desir de la Paix dans le cœur de Tres-haut , Tres-excellent & Tres-puissant Prince LOUIS XIV. par la grace de Dieu Roy Tres-Chrétien de France & de Navarre , Sa Majesté Tres-Chrétienne n'ayant d'ailleurs en vûë que de la rendre solide & perpetuelle par l'équité de ses conditions ; & les Seigneurs Etats Generaux des Provinces Unies des Pays-Bas , souhaitans de concourir de bonne foy , & autant qu'il est en eux, au rétablissement de la tranquillité publique , & de rentrer dans l'ancienne amitié & affection de Sa Majesté Tres-Chrétienne , ont consenti en premier lieu à reconnoître pour cet effet la mediation de Tres-haut , Tres-excellent & Tres-puissant Prince CHARLES XI. de glorieuse memoire , par la grace de Dieu Roy de Suede, des Goths & des Vandales. Mais une mort precipitée ayant traversé l'esperance que toute l'Europe avoit justement conçûe de l'heureux effet de

ses conseils & de ses bons offices, Sa Majesté Tres-Chrétienne & lesdits Seigneurs Etats Generaux persistans dans la resolution d'arrêter au plustost l'effusion de tant de sang Chrétien, ont estimé ne pouvoir mieux faire que de continuer de reconnoître en la même qualité Tres-haut, Tres-excellent & Tres-puissant Prince CHARLES XII. Roy de Suede son Fils & son Successeur, qui de sa part a continué aussi les mêmes soins pour l'avancement de la Paix entre Sa Majesté Tres-Chrétienne & lesdits Seigneurs Etats Generaux, dans les Conferences qui se sont tenuës pour cet effet au Château de Ryssvick dans la Province d'Hollande, entre les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires nommez de part & d'autre; Sçavoir de la part de Sa Majesté Tres-Chrétienne, le Sieur Nicolas Auguste de Harlay, Chevalier Seigneur de Bonneuil, Comte de Celj, Conseiller ordinaire de Sa Majesté en son Conseil d'Etat; le Sieur Louis Verjus, Chevalier Comte de Crecy, Conseiller ordinaire du Roy en son Conseil d'Etat, Marquis de Treon, Baron de Couray, Seigneur du Boulay, des deux Eglises, de Fort-Ille, du Menillet, &c. & le Sieur François de Callieres, Chevalier Seigneur de Callieres, de la Rochellay & de Gigny: Et de la part des Seigneurs Etats Generaux, les Sieurs Antoine Heinsius Conseiller Pensionnaire des Etats d'Hollande & de Vvestfrise, Garde du Grand Sceau, & Surintendant des Fiefs de la même Province; Everard de Vveede, Seigneur de Vveede, Dyckvelt, Rateles, &c. Seigneur Foncier de la Ville d'Oudewater, Doyen & Escolastre du Chapitre Imperial de Sainte Marie d'Utrecht, Dyckgrave de la Riviere le Rhin dans la Province d'Utrecht, President des Estats de ladite Province; & Guillaume de Haren Grietman

du Bildt, Deputé de la part de la Noblesse aux Etats de Frise, & Curateur de l'Université de Francker; Depurez en leur Assemblée de la part des Etats d'Hollande, d'Utrecht & de Frise: Lesquels après avoir imploré l'assistance divine, & s'estre communiqué respectivement leurs pleins Pouvoirs, dont les copies seront insérées de mot à mot à la fin du present Traité, & en avoir dûment fait l'échange par l'intervention & l'entremise du Sieur Baron de Lillicroot Ambassadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire du Roy de Suede, qui s'est acquité de sa fonction de Mediateur avec toute la prudence, toute la capacité, & toute l'équité necessaire; ils seroient convenus à la gloire de Dieu & pour le bien de la Chrétienté, des conditions dont la teneur s'ensuit.

PREMIEREMENT.

Il y aura à l'avenir entre Sa Majesté Tres-Chrétienne & ses Successeurs Rois de France & de Navarre, & ses Royaumes d'une part; & les Seigneurs Etats Generaux des Provinces Unies des Pays-Bas, d'autre, une Paix bonne, ferme, fidelle & inviolable; & cesseront ensuite & feront delaissez tous actes d'hostilité de quelque façon qu'ils soient, entre ledit Seigneur Roy, & lesdits Seigneurs Etats Generaux, tant par mer & autres eaux, que par terre, en tous leurs Royaumes, Pays, Terres, Provinces & Seigneuries, & pour tous leurs Sujets & Habitans de quelque qualité ou condition qu'ils soient, sans exception des lieux ou des personnes.

II.

Il y aura un oubli & une amnistie generale de tout ce qui a esté commis de part & d'autre à l'occasion de la dernière Guerre, soit par ceux qui estant nez Sujets de la France, & engagez au service du Roy Tres-Chrestien

par les Emplois & biens qu'ils possédoient dans l'étendue de la France, sont entrez & demeurez au service des Seigneurs Etats Generaux des Provinces Unies, soit par ceux qui estant nez Sujets desdits Seigneurs Etats Generaux, ou engagez à leur service par les Emplois & biens qu'ils possédoient dans l'étendue des Provinces Unies, sont entrez ou demeurez au service de Sa Majesté Tres-Chrestienne; & les susdites personnes de quelque qualité & condition qu'elles soient, sans nul excepter; pourront rentrer, rentreront & seront effectivement laissez & rétablis en la possession & jouissance paisible de tous leurs biens, honneurs, dignitez, privileges, franchises, droits, exemptions, constitutions & libertez, sans pouvoir estre recherchez, troublez ni inquietez en general ni en particulier, pour quelque cause ou pretexte que ce soit, pour raison de ce qui s'est passé depuis la naissance de ladite Guerre; & en consequence du present Traité, & après qu'il aura esté ratifié tant par Sa Majesté Tres-Chrestienne, que par lesdits Seigneurs Etats Generaux, leur sera permis à tous & à chacun en particulier, sans avoir besoin des Lettres d'abolition & de pardon, de retourner en personne dans leurs maisons, en la jouissance de leurs Terres & de tous leurs autres biens, ou d'en disposer de telle maniere que bon leur semblera. I I I.

Et si quelques prises se font de part & d'autre dans la Mer Baltique ou celle du Nord depuis Terneuse jusques au bout de la Manche dans l'espace de quatre semaines, ou du bout de ladite Manche jusqu'au Cap de S. Vincent dans l'espace de six semaines, & de là dans la Mer Mediterranée, & jusqu'à la Ligne dans l'espace de dix semaines, & au delà de la Ligne & en tous les autres endroits

du monde dans l'espace de huit mois, à compter du jour que se fera la publication de la Paix à Paris & à la Haye; lesdites prises & les dommages qui se feront de part ou d'autre après le terme prefix, seront portez en compte, & tout ce qui aura esté pris sera rendu avec compensation de tous les dommages qui en seront provenus.

I V.

Il y aura de plus entre ledit Seigneur Roy & lesdits Seigneurs Etats Generaux & leurs Sujets & Habitans reciproquement une sincere, ferme & perpetuelle amitié & bonne correspondance tant par Mer que par Terre, en tout & par tout, tant dedans que dehors l'Europe, sans se ressentir des offenses ou dommages qu'ils ont reçû tant par le passé, qu'à l'occasion desdites Guerres.

V.

Et en vertu de cette amitié & correspondance, tant Sa Majesté que les Seigneurs Etats Generaux procureront & avanceront fidelement le bien & la prosperité l'un de l'autre par tout support, aide, conseil & assistances réelles, en toutes occasions & en tous temps; & ne consentiront à l'avenir aucuns Traitez ou negociations qui pourroient apporter du dommage à l'un ou à l'autre; mais les rompront & en donneront les avis reciproquement avec soin & sincerité aussi-tost qu'ils en auront connoissance.

V I.

Ceux sur lesquels quelques biens ont esté saisis & confisquez à l'occasion de ladite Guerre, leurs heritiers ou ayans cause, de quelque Religion ou condition qu'ils puissent estre, jouiront d'iceux biens & en prendront la possession de leur autorité privée & en vertu du present Traité, sans qu'il leur soit besoin d'avoir recours à la Justice

Justice, nonobstant toutes incorporations au fisc, engagemens, dons en faits, Sentences préparatoires ou définitives données par défaut & contumace, en l'absence des Parties & icelles non ouïes, Traitez, Accords & Transactions, quelques renonciations qui ayent esté mises ésdites Transactions, pour exclure de partie desdits biens ceux à qui ils doivent appartenir; & tous & chascuns biens & droits qui conformément au present Traité seront restituez ou doivent estre restituez reciproquement aux premiers Propriétaires, leurs hoirs ou ayans cause, pourront estre vendus par lesdits Propriétaires, sans qu'il soit besoin d'impetier pour ce consentement particulier; & ensuite les Propriétaires des rentes qui de la part des fises seront constituées au lieu des biens vendus, comme aussi des rentes & actions, estant à la charge des fises respectivement, pourront disposer de la propriété d'icelles par vente ou autrement comme de leurs autres propres biens.

VII.

Et comme le Marquisat de Bergopzoom avec tous les droits & revénus qui en dépendent, & généralement toutes les Terres & biens appartenans à M. le Comte d'Auvergne, Colonel general de la Cavalerie Legere de France, & qui sont sous le pouvoir desdits Seigneurs Etats Generaux des Provinces Unies, ont esté saisis & confisquez à l'occasion de la Guerre, à laquelle le present Traité doit mettre une heureuse fin; il a esté accordé que ledit Sieur Comte d'Auvergne sera remis dans la possession dudit Marquisat de Bergopzoom, ses appartenances & dépendances, comme aussi dans ses droits, actions, privileges, usances & prerogatives dont il jouissoit lors de la declaration de la Guerre.

Tr. d'Hollande.

B

Tous les Pays, Villes, Places, Terres, Forts, Isles & Seigneuries tant au dedans qu'au dehors de l'Europe, qui pourroient avoir esté pris & occupez depuis le commencement de la presente Guerre, seront restituez de part & d'autre au même état qu'ils estoient pour les Fortifications lors de la prise; & quant aux autres édifices, dans l'état qu'ils se trouveront, sans qu'on puisse y rien détruire ni deteriorer, sans aussi qu'on puisse pretendre aucun dedommagement pour ce qui auroit pû estre démoli; & nommément le Fort & Habitation de Pondichery sera rendu aux conditions susdites à la Compagnie des Indes Orientales établie en France; & quant à l'Artillerie qui y a esté amenée par la Compagnie des Indes Orientales des Provinces Unies, elle luy demeurera ainsi que les munitions de guerre & de bouche, esclaves, & tous leurs autres effets, pour en disposer comme il luy plaira: comme aussi des Terres, Droits & Privileges qu'elle a acquis tant du Prince que des Habitans du Pays.

IX.

Tous Prisonniers de Guerre seront délivrez de part & d'autre, sans distinction ou reserve, & sans payer aucune rançon.

X.

La levée des contributions cessera de part & d'autre du jour de l'échange des ratifications du present Traité de Paix, & aucuns arrerages desdites contributions demandées & accordées ne pourront estre exigez; mais toutes les pretentions qui pourroient rester sur ce sujet, sous quelque titre ou pretexte que ce soit, seront entièrement aneanties de part & d'autre. Comme aussi cesseront à l'échange desdites ratifications du present Traité

toutes les contributions de part & d'autre à l'égard des
Pays des Rois Tres-Chrestien & Catholique.

XI.

Pour affermir d'autant plus & faire subsister ce Traité,
on est de plus convenu entre Sa Majesté & les Seigneurs
Etats Generaux, qu'estant satisfait à ce Traité il se fera,
comme se fait par celuy-cy, une renonciation tant ge-
nerale que particuliere sur toutes sortes de pretentions,
tant du temps passé que du present, quelles qu'elles puis-
sent estre, que l'un Parti pourroit intenter contre l'autre,
pour oster à l'avenir toutes les occasions que l'on pour-
roit susciter & faire parvenir à de nouvelles dissensions.

XII.

Les voyes de la Justice ordinaire seront ouvertes, & le
cours en sera libre reciproquement, & les Sujets de part
& d'autre pourront faire valoir leurs droits, actions &
pretentions suivant les Loix & les Statuts de chaque Pays;
& y obtenir les uns contre les autres sans distinction,
toute la satisfaction qui leur pourra legitimement appar-
tenir; & s'il y a eu des Lettres de reprefailles accordées
de part ou d'autre, soit devant ou après la declaration
de la derniere Guerre, elles demeureront revoquées &
annulées, sauf aux Parties, en faveur desquelles elles au-
roient esté accordées, à se pourvoir par les voyes ordi-
naires de la Justice.

XIII.

Si par inadvertance ou autrement il survenoit quelque
inobservation ou inconvenient au present Traité de la
part de Sa Majesté ou desdits Seigneurs Etats Generaux
& leurs Successeurs, cette Paix & Alliance ne laissera pas
de subsister en toute sa force, sans que pour cela on en
viennne à la rupture de l'amitié & de la bonne correspon-

dance; mais on réparera promptement lesdites contraventions : & si elles procedent de la faute de quelques particuliers Sujets, ils en seront seuls punis & chastiez.

XIV.

Et pour mieux assurer à l'avenir le commerce & l'amitié entre les Sujets dudit Seigneur Roy & ceux desdits Seigneurs Etats Generaux des Provinces Unies des Pays-Bas, il a esté accordé & convenu qu'arrivant cy-après quelque interruption d'amitié ou rupture entre la Couronne de France & lesdits Seigneurs Etats desdites Provinces Unies (ce qu'à Dieu ne plaise) il sera toujours donné neuf mois de temps après ladite rupture aux Sujets de part & d'autre, pour se retirer avec leurs effets, & les transporter où bon leur semblera, ce qui leur sera permis de faire, comme aussi de vendre & transporter leurs biens & meubles en toute liberté, sans qu'on leur puisse donner aucun empêchement; ni proceder pendant ledit temps de neuf mois à aucune saisie de leurs effets, moins encore à l'arrest de leurs personnes.

XV.

Le Traité de Paix entre le Roy Tres-Chrétien & le feu Electeur de Brandebourg, fait à S. Germain en Laye le 29. Juin 1679. sera rétabli entre Sa Majesté Tres-Chrétienne & son Altesse Electorale de Brandebourg d'apresent, en tous ses points & articles.

XVI.

Comme il importe à la tranquillité publique que la Paix conclüe entre Sa Majesté Tres-Chrétienne & son Altesse Royale le Duc de Savoye, le 2. Aoust 1696. soit exactement observée, il a esté convenu de la confirmer par ce present Traité.

Et comme Sa Majesté & les Seigneurs Etats Generaux reconnoissent les puissans offices que le Roy de Suede a contribué incessamment par ses conseils & bons avertissemens au salut & au repos public, il a esté convenu de part & d'autre que sadite Majesté Suedoise avec ses Royaumes, soit comprise nommément dans le present Traité en la meilleure forme que faire se peut.

X V I I I.

En ce present Traité de Paix & d'Alliance seront compris de la part dudit Seigneur Roy Tres Chrétien, tous ceux qui seront nommez avant l'échange des Ratifications, & dans l'espace de six mois après qu'elles auront esté échangées.

X I X.

Et de la part des Seigneurs Etats Generaux, le Roy de la Grande Bretagne & le Roy d'Espagne, & tous leurs autres Alliez, qui dans le temps de six semaines à compter depuis l'échange des Ratifications, se declareront d'accepter la Paix, comme aussi les Treize loüables Cantons des Liges Suisses, & leurs Alliez & Confederez, & particulièrement en la meilleure forme & maniere que faire se peut, les Republiques & Cantons Evangeliques, Zurich, Berne, Glaris, Basle, Schaffouse & Appenzel, avec tous leurs Alliez & Confederez, nommément la Republique de Geneve & ses dépendances, la Ville & Comté de Neuchâstel, les Villes de Saint Gallen, Milhauzen & Biemme. Item les Liges Grises & dépendances, les Villes de Bremen & d'Emden, & de plus tous Rois, Princes & États, Villes & Personnes particulieres à qui les Seigneurs Etats Generaux sur la requisition qui leur en sera faite, accorderont d'y estre compris.

XX.

Ledit Seigneur Roy & lesdits Seigneurs Etats Generaux consentent que le Roy de Suede comme Mediateur & tous autres Potentats & Princes qui voudront bien entrer en un pareil engagement, puissent donner à Sa Majesté & ausdits Seigneurs Etats Generaux leurs promesses & obligations de garantie de l'exécution de tout le contenu au present Traité.

XXI.

Le present Traité sera ratifié & approuvé par le Seigneur Roy & les Seigneurs Etats Generaux, & les Lettres de ratification seront délivrées dans le terme de trois semaines, ou plutôt si faire se peut, à compter du jour de la signature.

XXII.

Et pour plus grande seurcté de ce Traité de Paix, & de tous les Points & Articles y contenus, sera ledit present Traité publié, verifié & enregistré en la Cour de Parlement de Paris & de tous autres Parlemens du Royaume de France & Chambre des Comptes dudit Paris. Comme aussi semblablement ledit Traité sera publié, verifié, enregistré par lesdits Seigneurs Etats Generaux dans les Cours & autres Places là où on a accoustumé de faire les Publications, Verifications & Enregistremens.

En foy de quoy, Nous Ambassadeurs de Sadite Majesté & des Seigneurs Etats Generaux, en vertu de nos Pouvoirs respectifs, avons esdits noms signé ees Presentes de nos seings ordinaires, & à icelles fait apposer les Cachets de nos Armes. A Ryswyck en Hollande,

le vingtième jour du mois de Septembre mil six cens
quatre-vingt dix-sept.

L.S. LILLIEROOT.

L.S. DE HARLAY BONNEUIL. *L. S. HEINSIUS.*

L. S. VERJUS DE CRECY. *L. S. DE VVEEDE.*

L.S. DE CALLIERES. *L.S. W. HAREN.*

NOUS ayant agreable le susdit Traité de Paix en
tous & un chacun les Points & Articles qui y sont
contenus & declarez , Avons iceux tant pour Nous que
pour nos Heritiers, Successeurs, Royaumes, Pays, Terres,
Seigneuries & Sujets, accepté, approuvé, ratifié & confir-
mé; acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le
tout promettons en foy & parole de Roy , & sous l'o-
bligation & hypoteque de tous & chacuns nos biens
presens & à venir, garder & observer inviolablement,
sans jamais aller ni venir au contraire, directement ou
indirectement, en quelque sorte & maniere que ce soit.
En témoin de quoy, Nous avons signé ces Presentes de
nostre main, & à icelles fait apposer nostre Scel. Donné
à Fontainebleau le troisième jour d'Octobre, l'an de
grace mil six cens quatre-vingt dix-sept, & de nostre
Regne le cinquante-cinquième. Signé, LOUIS. Et plus
bas: Par le Roy, COLBERT. & scellé de cire jaune sur
lacs ou cordons de foye bleuë tressez d'or, le Sceau en-
fermé dans une boîte d'argent, sur le dessus de laquelle
sont empreintes & gravées les Armes de France & de
Navarre sous un Pavillon Royal soutenu par deux Anges.

LOUIS par la grace de Dieu, Roy de France & de Navarre : A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, SALUT. Comme Nous ne souhaitons rien plus ardemment que de voir finir par une bonne Paix la Guerre dont la Chrétienté est presentement affligée, & que par les soins & la mediation de nostre trescher & tres-ami Frere le Roy de Suede, les Villes de Delft & la Haye ont esté agréées de toutes les Parties pour tenir les Conferences necessaires à cet effet : Nous par ce même desir d'arrêter autant qu'il sera en Nous, & par l'assistance de la Divine Providence, la desolation de tant de Provinces & l'effusion de tant de sang Chrétien ; Sçavoir faisons que Nous confians entierement en l'experience, la capacité & la fidelité de nostre bien amé & feal le Sieur de Harlay de Bonneuil, Conseiller ordinaire en nostre Conseil d'Etat, & de nostre bien amé le Sieur Verjus Comte de Crecy, Baron de Couray, Sieur du Boulay, des deux Eglises, du Meniller & autres Lieux ; comme aussi en celle de nostre bien amé le Sieur de Callieres de la Rochechellay & de Gigny ; qui est actuellement en la Ville de Delft, par les épreuves avantageuses que Nous en avons faites dans les divers emplois importants que Nous leur avons confiez, tant au dedans qu'au dehors du Royaume. **POUR CES CAUSES**, & autres bonnes considerations à ce Nous mouvans ; Nous avons commis, ordonné & député lesdits Sieurs de Harlay, de Crecy, & de Callieres ; commettons, ordonnons & députons par ces Presentes signées de nostre main, & leur avons donné & donnons plein Pouvoir, Commission & Mandement special d'aller dans ladite Ville de Delft en qualité de nos Ambassadeurs extraordinaires & nos Plenipotentiaires pour la Paix, & conferer soit directement,

rectement, soit par l'entremise des Ambassadeurs Mediateurs, respectivement reçûs & agréez avec tous les Ambassadeurs Plenipotentiaires & Ministres, tant de nôtre tres-cher & tres-amé Frere l'Empereur des Romains, que de nostre tres-cher & tres-amé Frere & Cousin le Roy Catholique, comme aussi de nostres-chers & grands Amis les Etats Generaux des Provinces Unies des Pays-Bas, & de tous les autres Princes leurs Alliez, tous munis de pouvoirs suffisans; & y traiter des moyens de terminer & pacifier les differends qui causent aujourd'huy la Guerre: & pourront nos susdits Ambassadeurs & Plenipotentiaires tous trois ensemble, ou deux en cas de l'absence de l'autre par maladie ou autre empêchement, ou un seul en l'absence des deux autres en pareil cas de maladie ou autre empêchement, en convenir, & sur iceux conclure & signer une bonne & seure Paix, & generalement faire & negocier, promettre & accorder tout ce qu'ils estimeront necessaire pour le susdit effet de la Paix, avec la même autorité que Nous ferions & pourrions faire, si Nous y estions presens en personne, encore qu'il y eût quelque chose qui requît un Mandement plus special, non contenu en celsdites Presentes. Promettant en foy & parole de Roy, de tenir ferme & d'accomplir tout ce que par lesdits Sieurs de Harlay, de Crecy, & de Callieres, ou par deux d'entre eux en cas de l'absence de l'autre par maladie ou autre empêchement, ou par un seul en l'absence des deux autres en pareil cas de maladie ou autre empêchement, aura esté stipulé, promis & accordé, & d'en faire expedier nos Lettres de ratification dans le temps qu'ils auront promis en nostre nom de les fournir: CAR TEL EST NOSTRE PLAISIR. En témoin de quoy Nous avons fait mettre nostre Scel

Tr. d'Hollande.

C

à ces Presentes. DONNE' à Versailles le vingt-cinquième jour de Fevrier, l'an de grace mil six cens quatre-vingt dix-sept, & de nostre Regne le cinquante-quatrième. Signé, LOUIS. Et sur le reply: Par le Roy, COLBERT. & scellé du grand Sceau de cire jaune.

*Ratification des Etats Generaux des Provinces Unies
des Pays-Bas.*

LES Etats Generaux des Provinces Unies des Pays-Bas: A tous ceux qui ces Presentes verront, SALUT. Comme nous ne souhaittons rien plus ardemment que de voir finir par une bonne Paix, la Guerre dont la Chrétienté est à present affligée, & que par les soins & la mediation du Serenissime Roy de Suede, le lieu de Rysvick a esté agréé de toutes les Parties pour le lieu des Conferences: Nous par ce même desir d'arrêter autant qu'il sera en nous, la desolation de tant de Provinces & l'effusion de tant de sang Chrétien, avons bien voulu y contribuer tout ce qui dépend de nous, & pour cet effet députer à ladite Assemblée quelques Personnes du Corps de la nostre, qui ont donné plusieurs preuves de la connoissance & experience qu'ils ont des affaires publiques, aussi-bien que de l'affection qu'ils ont pour le bien de nostre Etat. Et comme les Sieurs Jacques Boreel Seigneur de Duynbeeck, Vvesthore & Meresteyn, Senateur & Bourguemaistre de la Ville d'Amsterdam, & Conseiller Deputé de la Province d'Hollande; Everard de Vveede, Seigneur de Vveede, Dyckvelt, Rateles, &c. Seigneur Foncier de la Ville d'Oudevvater, Doyen & Escolastre du Chapitre Imperial de sainte Marie à Utrecht, Dyckgrave de la Riviere le Rhin dans la Province d'Utrecht, President des Etats de ladite Province; & Guillau-

me de Haren Grietman du Bildt, Deputé de la part de la Noblesse aux Etats de Frise, & Curateur de l'Université de Francker, Deputez en nostre Assemblée de la part des Etats d'Hollande, d'Utrecht & de Frise, se sont signalez en plusieurs emplois importans pour nostre service, où ils ont donné des marques de leur fidelité, application & adresse au maniement des affaires. Pour CES CAUSES, & autres considerations à ce. Nous mouyans, Nous avons commis, ordonné & député lesdits Sieurs Boreel, de Vveede, & de Haren, commençons, ordonnons & deputons par ces Presentes, & leur avons donné & donnons plein Pouvoir, Commission & Mandement special d'aller à Rysvich en qualité de nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires pour la Paix; & y conferer soit directement, soit par l'entremise des Ambassadeurs Mediateurs respectivement reçus & agréés avec les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Sa Majesté Tres-Chrétienne, & de ses Alliez, munis des Pouvoirs suffisans, & y traiter des moyens de terminer & pacifier les differends qui causent aujourd'huy la Guerre. Et pourront nosdits Ambassadeurs & Plenipotentiaires tous trois ensemble, ou deux en cas de l'absence de l'autre par maladie ou autre empêchement, ou un seul en l'absence des deux autres en pareil cas de maladie ou autre empêchement, en convenir, & sur iceux conclure & signer une bonne & seure Paix; & generallyment faire, negocier, promettre & accorder tout ce qu'ils estimeront necessaire pour le susdit effet de la Paix, & de faire generallyment tout ce que Nous pourrions faire si nous y estions presens, quand même pour cela il seroit besoin de Pouvoir & Mandement plus special, non contenu dans celsdites Presentes: Promettans sincerement

& de bonne foy d'avoir pour agreable , ferme & stable tout ce que par lesdits Sieurs nos Ambassadeurs & Plenipotentiaires, ou bien par deux d'iceux en cas de maladie, d'absence ou d'autre empêchement du troisieme, ou par un seul en l'absence des deux autres, en pareil cas de maladie ou d'autre empêchement, aura este stipulé, promis & accordé, & d'en faire expedier nos Lettres de ratification dans le temps qu'ils auront promis en nostre nom de les fournir. Donné à la Haye en nostre Assemblée, sous nostre grand Sceau, le paraphe du President de nostre Assemblée, & le seing de nostre Greffier, le sixieme d'Avril l'an mil six cens quatre-vingt-dix-sept. Estoit paraphé, F. D. de Reede. Sur le ply étoit écrit: Par Ordonnance desdits Seigneurs Etats Generaux, estoit signé, F. F A G E L.

L Es Etats Generaux des Provinces Unies des Pays-Bas: A tous ceux qui ces Presentes verront, SALUT. Comme Nous ne souhaittons rien plus ardemment que de voir finir par une bonne Paix la Guerre dont la Chrétienté est à present affligée, & que par les soins & la mediation du Serenissime Roy de Suede, le lieu de Rysvick a esté agréé de toutes les Parties pour le lieu des Conferences, Nous par ce même desir d'arrester autant qu'il sera en nous la desolation de tant de sang Chrestien, avons bien voulu y contribuer tout ce qui depend de Nous, & pour cet effet Nous avons déjà député cy-devant en qualité de nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires en ladite Assemblée, quelques Personnes du Corps de la nostre, qui ont donné plusieurs preuves de la connoissance & experience qu'ils ont des affaires publiques, aussi bien que de l'affection qu'ils ont

pour le bien de nostre Etat ; à sçavoir les Sieurs Jacques Boreel, Seigneur de Duynbeeck, Vvesthore, & Meresteyn, Sénateur & Bourguemaistre de la Ville d'Amsterdam & Conseiller député de la Province d'Hollande : Everard de Vveede Seigneur de Vveede, Dyckvelt, Rateles, &c. Seigneur foncier de la Ville d'Oudevvater, Doyen & Escolastre du Chapitre Imperial de sainte Marie à Utrecht, Dyckgrave de la Riviere le Rhin dans la Province d'Utrecht, President des Etats de ladite Province : Et Guillaume de Haren Grietman du Bild, Député de la part de la Noblesse aux Etats de Frise, & Curateur de l'Université de Francker, Deputez en nostre Assemblée de la part des Etats d'Hollande, d'Utrecht & de Frise. Et comme à present Nous avons jugé à propos de joindre une quatrième Personne à nos susnommez trois Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires pour ce même effet ; & que le sieur Antoine Heinsius Conseiller Pensionnaire des Etats d'Hollande & de Vvestfrise, Garde du grand Sceau, Surintendant des Fiefs & Député en nostre Assemblée de la part de la même Province, s'est signalé en plusieurs Emplois importans pour nostre service, où il a donné des marques de sa fidelité, application & adresse au maniement des affaires. Pour CES CAUSES & autres considerations à ee nous mouvans, Nous avons commis, ordonné & député ledit Sieur Heinsius, commettons, ordonnons & deputons par ces Presentes, & luy avons donné & donnons plein Pouvoir, Commission & Mandement special d'aller à Ryssvick en qualité de nostre Ambassadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire pour la Paix, & y conferer soit directement ; soit par l'entremise des Ambassadeurs Mediateurs respectivement reçus & agréés avec les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiai-

res de Sa Majesté Tres-Chrétienne & de ses Alliez, munis des Pouvoirs suffisans ; & y traiter des moyens de terminer & pacifier les differends qui causent aujourd'huy la Guerre ; & pourra nostredit Ambassadeur & Plenipotentiaire, ensemble avec lesdits Sieurs Boreel, de Vveede & de Haren nos trois autres Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, ou avec deux ou un seul d'entre eux en cas de l'absence des autres, par maladie ou autre empêchement, ou même seul en l'absence de tous trois en pareil cas de maladie ou autre empêchement, en convenir, & sur iceux conclure & signer une bonne & seure Paix, & generalement faire, negocier, promettre & accorder tout ce qu'il estimera necessaire pour le susdit effet de la Paix, & de faire generalement tout ce que Nous pourrions faire si nous y étions presens, quand même pour cela il seroit besoin de Pouvoir & Mandement plus special non contenu dans cesdites Presentes : Promettans sincerement & de bonne foy d'avoir pour agreable, ferme & stable tout ce que par ledit Sieur Heinsius, ensemble avec nos trois autres Ambassadeurs & Plenipotentiaires, ou avec deux ou un seul d'entre eux, en cas de maladie, d'absence ou d'autre empêchement des autres, ou même seul en l'absence de tous trois en pareil cas de maladie & d'autre empêchement, aura esté stipulé, promis & accordé, & d'en faire expedier nos Lettres de ratification dans le temps qu'il aura promis en nostre nom de les fournir. Donné à la Haye en nostre Assemblée, sous nostre grand Sceau, le paraphe du President de nostre Assemblée, & le seing de nostre Greffier, le cinquième d'Aoust de l'an mil six cens quatre-vingt-dix-sept. Estoit paraphé, F. D. de Reede. Sur le ply estoit écrit : Par Ordonnance desdits Seigneurs Etats Generaux, estoit signé, F. F. A. G. E. L.

*Article séparé avec la Hollande, pour le delay accordé
à l'Empereur & à l'Empire.*

LOUIS PAR LA GRACE DE DIEU, ROY DE FRANCE ET DE NAVARRE :
A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, SALUT. Ayant vû &
examiné l'Article séparé que nostre amé & feal Conseiller ordinaire en
nostre Conseil d'Etat, Nicolas Auguste de Harlay, Chevalier Sieur de
Bonnetüil Comte de Celj; nostre cher & bien amé Louis Versus, Che-
valier Comte de Greçy, Marquis de Treon, Baron de Couray, Sieur
du Boulay, des-deux Eglises, de Fort-Isle & du Menillet; & nostre cher
& bien amé François de Callieres, Chevalier Sieur de la Rochecellay
& de Gigny, nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, en-
vertu des pleins Pouvoirs que Nous leur en avions donné, ont conclu,
attesté & signé le vingtième jour de Septembre dernier à Rysvick,
avec les Sieurs Antoine Heinius, Conseiller Pensionnaire des Etats
d'Hollande & de Westfrise, Garde du grand Sceau & Surintendant des
Fiefs; Everard de Weede, Seigneur de Weede, Dykvelt, Rateles, &c. Sei-
gneur foncier de la Ville d'Oudévvater, Doyen & Escolastre du Chapi-
tre Imperial de Sainte Marie d'Utrecht, Dykgrave de la Riviere le Rhin
dans la Province d'Utrecht, President des Erats de ladite Province: Et
Guillaume de Hatén Grietman du Bildt, Deputé de la Noblesse aux Etats
de Frise & Curateur de l'Université de Francker, Deputé en leur Assem-
blée de la part des Etats d'Hollande, d'Utrecht & de Frise en qualité
d'Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de nos très-chers &
grands Amis les Etats Generaux des Provinces Unies des Pays-Bas pa-
reillement munis de pleins Pouvoirs: duquel Article la teneur s'ensuit.

OUTRE ce qui a esté conclu & attesté par le Traité de Paix fait entre
les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires du Roy Tres-
Chrétien, & ceux des Seigneurs Etats Genetaux des Provinces Unies, ce
jourd'huy vingtième Septembre 1697. Il a esté encore convenu par ce
present Article séparé, qui aura la même force & vertu que s'il estoit in-
feré de mot à mot dans le susdit Traité, que Sa Majesté Tres-Chrétienne
accordera, comme Elle accorde par ce present Article à l'Empereur & à
l'Empire jusqu'au premier de Novembre prochain, pour accepter les Con-
ditions de Paix proposées en dernier lieu par Sadite Majesté Tres-Chré-
tienne, suivant sa Declaration du premier jour du present mois de Septem-
bre, si Sa Majesté Imperiale & l'Empire n'en peuvent autrement convenir
avec Sadite Majesté Tres Chrétienne. Et en cas que dans ledit temps l'Em-
pereur & l'Empire n'acceptent point lesdites Conditions, ou n'en convien-
nent pas autrement avec Sadite Majesté Tres-Chrétienne, ledit Traité de
Paix sortira son plein & entier effet, & sera executé suivant sa forme & te-

24
neur, sans pouvoir y contrevenir par lesdits Seigneurs Etats Generaux, sous quelque pretexte que ce puisse estre, directement ou indirectement.

En foy de quoy Nous Ambassadeurs de Sadite Majesté & des Seigneurs Etats Generaux, en vertu de nos Pouvoirs respectifs, avons édicts noms signé cet Article séparé de nos seings ordinaires, & y avons fait apposer les Cachets de nos Armes. A Rysswick en Hollande ce vingtième jour du mois de Septembre mil six cens quatre-vingt-dix-sept.

L. S. DE HARLAY BONNEUIL.

L. S. HEINSIUS.

L. S. VERJUS DE CRECY.

L. S. DE WERDE.

L. S. DE CALLIERES.

L. S. W. HAREN.

Nous ayant agreable le susdit Article séparé en tout son contenu; Avons iceluy louché, approuvé & ratifié, louchons, approuvons & ratifions par ces Presentes signées de nostre main: Promettant en foy & parole de Roy de l'accomplir, observer & faire observer sincerement & de bonne foy, sans souffrir qu'il soit jamais allé directement ou indirectement au contraire, pour quelque cause & occasion que ce puisse estre. En témoin de quoy Nous avons signé ces Presentes, & à icelles fait apposer nostre Seel. Donné à Fontainebleau le troisième jour d'Octobre mil six cens quatre-vingt dix-sept, & de nostre Regne le cinquante-cinquième. Signé, LOUIS. Et plus bas: Par le Roy, COLBERT, & scellé en cire jaune sur cordons de soye bleue tresséz d'or.



T R A I T É
DE COMMERCE. NAVIGATION
ET MARINE,
ENTRE LA FRANCE ET LES ETATS GENERAUX
DES PROVINCES UNIES DES PAYS-BAS.

Conclu à Ryswick le 21. Septembre 1697.



LOUIS PAR LA GRACE DE DIEU, ROY DE FRANCE ET DE NAVARRE: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, SALUT. Comme nôtre amé & féal Conseiller ordinaire en nôtre Conseil d'Etat, Nicolas Auguste de Harlay, Chevalier Sieur de Bonneüil, Comte de Celj; nôtre cher & bien amé Louis Verjus Chevalier, Comte de Crécy, Marquis de Treon, Baron de Couray, Sieur du Boulay, des deux Eglises, de Fort-Isle & du Menillet; & nôtre cher & bien amé François de Callieres, Chevalier Sieur de la Rochechellay & de Gigny, nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, en vertu des pleins Pouvoirs que Nous leur en avions donné, auroient conclu, arrêté & signé le vingtième jour de Septembre derniet à Ryswick, avec les Sieurs Antoine Heinsius Conseiller Pensionnaire des Erats d'Hollande & de Westfrise, Garde du Grand Sceau & Surintendant des Fiefs, Everard de Weede Seigneur de Weede, Dyckvelt, Rateles, &c.

Tr. de Commerce.

D

Seigneur foncier de la Ville d'Oudewater , Doyen & Escolastre du Chapitté Imperial de sainte Marie d'Utrecht , Dyckgrave de la Riviere le Rhin dans la Pro vince d'Utrecht , President des Etats de ladite Province ; & Guillaume de Haren Grietman du Bildt ; Deputé de la Noblesse aux Etats de Frise , & Curateur de l'Université de Francker , Deputez en leur Assemblée de la part des Etats d'Hollande , d'Utrecht & de Frise , en qualité d'Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de nos tres-chers & grands Amis les Etats Generaux des Provinces Unies des Pays-Bas , parcellément munis de pleins Pouvoirs , le Traité de Commerce , Navigation & Marine , dont la teneur s'en suit.

LE Traité de Paix qui a esté conclu ce jourd'huy entre le Roy Tres-Chrétien , & les Seigneurs Etats Generaux des Provinces Unies , faisant cesser tous les sujets de mécontentement qui avoient alteré pendant quelque temps l'affection que Sa Majesté a toujours eüe pour leur bien & leur prosperité , suivant l'exemple des Rois ses Predecesseurs ; & lesdits Seigneurs Etats Generaux rentrans aussi dans la même passion qu'ils ont cy-devant témoigné pour la grandeur de la France , dans les sentimens d'une sincere reconnoissance , pour les obligations & les avantages considerables qu'ils en ont cy-devant reçûs : Sa Majesté ne veut rien obmettre de ce qui la peut affermir , & lesdits Etats Generaux ne souhaitans pas moins de la perpetuer , ont estimé qu'il n'y en avoit point de meilleur & de plus assuré moyen que d'établir une libre & parfaite correspondance entre les Sujets de part & d'autre , & pour cet effet regler leurs interets particuliers en fait du Commerce , Navigation & Marine , par des Loix & Conventions les plus propres à prevenir tous les inconveniens qui pourroient affoiblir la bonne correspondance : Sadite Majesté satisfaisant au desir desdits Etats , auroit ordonné le Sieur Nicolas Auguste de Harlay , Chevalier Sieur de Bonnetüil , Comte de Celj , Conseiller ordinaire de Sa Majesté en son Conseil d'Etat ; le Sieur Louis Verjus , Chevalier Comte de Crecy , Conseiller ordinaire du Roy en son Conseil d'Etat , Marquis de Treon , Baron de Couray , Seigneur du Boulay , des deux Eglises , de Fort-Isle , du Menillet , &c. & le Sieur François de Callieres , Chevalier Seigneur de Callieres , de la Rochechellay & de Gigny , ses

Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires à l'Assemblée de la Negociation de la Paix, Et lesdits Seigneurs Etats Generaux, les Sieurs Antoine Heinsius, Conseiller Pensionnaire des Etats d'Hollande & de Westfrise, Garde du Grand Sceau, & Surintendant des Fiefs, Everard de Weede, Seigneur de Weede, Dyckvelt, Rateles, &c. Seigneur foncier de la Ville d'Oudewater, Doyen & Escolastre du Chapitre Imperial de sainte Marie à Utrecht, Dyckgrave de la Riviere le Rhin dans la Province d'Utrecht, President des Etats de ladite Province, & Guillaume de Haren Grietman du Bildt, Deputé de la part de la Noblesse aux Etats de Frise, & Cürateur de l'Université de Francker; Deputez en leur Assemblée de la part des Etats d'Hollande, d'Utrecht & de Frise, de conferer & convenir en vertu de leurs Pouvoirs respectivement produits, & dont copie est cy-dessous transcrite, d'un Traité de Commerce & Navigation, en la maniere qui s'ensuit.

PREMIEREMENT.

Les Sujets de Sa Majesté & des Seigneurs Etats Generaux des Provinces Unies des Pays-Bas, jouiront reciproquement de la même liberté au fait du Commerce & Navigation dont ils ont joui de tout temps devant cette Guerre, par tous les Royaumes, Etats & Provinces de l'une & l'autre part.

II.

Et ainsi n'exerceront plus à l'avenir aucunes sortes d'hostilitez ni de violences les uns contre les autres, tant sur la Mer que sur la Terre, ou dans les Rivieres, Rades & Eaux douces, sous quelque pretexte que ce soit : & aussi ne pourront les Sujets de Sa Majesté prendre aucunes Commissions pour des Armemens particuliers, ou Lettres de represailles des Princes & Etats ennemis desdits Seigneurs Etats Generaux, & moins les troubler ni endommager d'aucune sorte, en vertu de telle Commissions ou Lettres de represailles, ni même aller en course avec elles, sous peine d'estre poursuivis & chastiez comme Pirates : Ce qui sera reciproquement observé par les Sujets des Provinces Unies à l'égard des Sujets de Sa Majesté. Et seront à cette fin toutes & quantesfois que cela sera requis de part & d'autre, dans les Terres de l'obéissance de Sadite Majesté, & dans les Provinces Unies, publiées & renouvelées défenses tres-expresses & tres-precises de se servir en aucune maniere de telles Commissions ou Lettres de represailles, sous la peine

sus-mentionnée, qui sera executée severement contre les contrevenans, outre la restitution entiere à laquelle ils seront tenus envers ceux auxquels ils auront causé aucun dommage.

III.

Et pour obvier d'autant plus à tous inconveniens qui pourroient survenir par les prises faites par inadvertance ou autrement, & principalement dans les lieux éloignez ; il a esté convenu & accordé, si quelques prises se font de part ou d'autre dans la Mer Baltique ou dans celle du Nord, depuis Terneuse en Norvegue jusqu'au bout de la Manche, dans l'espace de quatre semaines ; ou du bout de ladite Manche jusqu'au Cap de S. Vincent, dans l'espace de six semaines ; & de là dans la Mer Mediterranée & jusqu'à la Ligne, dans l'espace de dix semaines ; & au delà de la Ligne & en tous les autres endroits du monde, dans l'espace de huit mois, à compter depuis la publication de la Presente, lesdites Prises & les dommages qui se feront de part & d'autre après les termes prefix, seront portées en compte ; & tout ce qui aura esté pris sera rendu avec compensation de tous les dommages qui en seront provenus.

IV.

Toutes Lettres de marque & de represailles qui pourroient avoir esté cy-devant accordées, pour quelque cause que ce soit, sont declarées nulles, & n'en pourra estre cy-après donné par l'un desdits Alliez au prejudice des Sujets de l'autre, si ce n'est seulement en cas de manifeste déni de Justice, lequel ne pourra estre tenu pour verifié, si la Requeste de celui qui demande lesdites represailles, n'est communiquée au Ministre qui se trouvera sur les lieux de la part de l'Etat, contre les Sujets duquel elles doivent estre données, afin que dans le terme de quatre mois, ou plutost s'il se peut, il puisse s'informer du contraire, ou procuter l'accomplissement de Justice qui sera dû.

V.

Ne pourront aussi les Particuliers sujets de Sa Majesté estre mis en action ou arrest en leurs personnes & biens, pour aucune chose que Sa Majesté peut devoir ; ni les Particuliers sujets desdits Sieurs Etats Generaux, pour les dettes Publiques desdits Etats.

Les Sujets & Habitans des Pays de l'obéissance de Sa Majesté & desdits Seigneurs Etats Generaux vivront, converseront & frequenteront les uns avec les autres en toute bonne amitié & correspondance, & jouiront entre eux de la liberté du Commerce & Navigation dans l'Europe, en tous les limites des Pays de l'un & de l'autre, de toutes sortes de marchandises & denrées, dont le Commerce & le transport n'est défendu generalement & universellement à tous, tant Sujets qu'Etrangers, par les Loix & Ordonnances des Etats de l'un & de l'autre.

VII.

Et pour cet effet les Sujets de Sa Majesté, & ceux desdits Seigneurs Etats Generaux, pourront franchement & librement frequenter avec leurs Marchandises & Navires, les Pays, Terres, Villes, Ports, Places & Rivières de l'un & de l'autre Etat, y porter & vendre à toutes personnes, indistinctement acheter, trafiquer & transporter toutes sortes de Marchandises, dont l'entrée ou sortie & transport ne sera défendu à tous Sujets de Sa Majesté, & desdits Seigneurs Etats Generaux, sans que cette liberté reciproque puisse estre défendue, limitée, ou restrainte par aucun privilege, octroy, ou aucune concession particuliere, & sans qu'il soit permis à l'un ou à l'autre de conceder, ou de faire à leurs Sujets des immunités, benefices, dons gratuits, ou autres droits, charges, gabelles, ou impositions quelconques sur leurs personnes, biens, denrées, navires, ou freres d'iceux directement ou indirectement, sous quelque nom, titre, ou pretexte que ce puisse estre, que ceux qui seront payez par les propres & naturels Sujets de l'un & de l'autre.

VIII.

Les Sujets des Etats Generaux ne pourront aussi estre traitez autrement ou plus mal dans les droits de Contablie, d'Encreage, du sol Parisis, & toutes autres charges & impositions de quelque nom qu'elles puissent estre appellées, soit sous le titre du droit étranger ou autrement, sans aucune reserve ou exception, que les Sujets mêmes de Sa Majesté Tres-Chrétienne qui ne seront pas Bourgeois dans les lieux où lesdits droits se levent.

IX.

Qu'à l'égard du Commerce du Levant en France & des vingt pour cent qui se levent à cette occasion, les Sujets des Etats

Generaux des Provinces Unies jouïront aussi de la même liberté & franchises que les Sujets du Roy Tres-Chrétien: tellement qu'il sera permis ausdits Sujers des Etats Generaux, de porter des marchandises du Levant à Marseille, & autres Places permises en France, tant par leurs propres Vaisseaux, que dans des Vaisseaux François; & que ni dans l'un ni dans l'autre cas, lesdits Sujets des Erats Generaux ne seront assujettis ausdits vingt pour cent, sinon dans le cas où les François y sont sujers, portant des marchandises dans leurs propres Vaisseaux à Marseille, ou autres Places permises, & qu'en ceci ne pourra se faire aucun changement au préjudice des Sujets desdits Etats Generaux.

X.

Il sera permis aux Sujets des Seigneurs Etats Generaux de porter, faire entrer & debiter en France, & dans les Pays conquis, librement & sans aucun empêchement, du harang salé sans distinction & sans estre sujers au rempaquement; & ce nonobstant tous Edits, Declarations & Arrests du Conseil à ce contraires, & nommément ceux des 15. Juillet & 14. Septembre 1687. portant défenses d'apporter ni faire entrer dans les Ports de France ou Places conquises, du harang, autrement qu'en urac & salé du Sel de broüage, & qui ordonnent que ledit harang sera apporté dans les Ports de Mer en urac dans des barils, dont les dix composeront douze de harang paqué, lesquels Arrests demeureront revoquez & annullez.

XI.

L'on dépeschera reciproquement à la Douïane ou aux Bureaux, tant en France qu'aux Pays des Etats Generaux, également & sans aucune distinction, les Sujets de l'une & de l'autre Nation, aussi-tost qu'il sera possible, sans leur causer aucun empêchement ni retardement quel qu'il puisse estre.

XII.

L'on fera un nouveau Tarif commun & suivant la convenue reciproque dans le temps de trois mois, & cependant le Tarif de l'an 1667. sera executé par provision; & en cas qu'on ne convienne pas dans ledit temps dudit Tarif nouveau, le Tarif de l'an 1664. aura lieu pour l'avenir.

XIII.

Les Navires de Guerre de l'un & de l'autre trouveront toujours les Rades, Rivières, Ports, & Havres libres & ouverts pour entrer, sortir & demeurer à l'ancre tant qu'il leur sera ne-

cessaire, sans pouvoir estre visitez; à la charge neanmoins d'en user avec discretion, & de ne donner aucun sujet de jalousie, par un trop long & affecté séjour ni autrement, aux Gouverneurs desdites Places & Ports, auxquels les Capitaines desdits Navires feront sçavoir la cause de leur arrivée & de leur séjour.

XIV.

Les Navires de Guerre de Sa Majesté & desdits Seigneurs Etats Generaux & ceux de leurs Sujets, qui auront esté armez en guerre, pourront en toute liberté conduire les prises qu'ils auront faites sur leurs Ennemis, où bon leur semblera, sans estre obligé à aucuns droits, soit des Sieurs Amiraux, ou de l'Amirauté, ou d'aucuns autres, sans qu'aussi lesdits Navires ou lesdites prises entrans dans Havres ou Ports de Sa Majesté ou desdits Seigneurs Etats Generaux, puissent estre arrestez ou saisis, ni que les Officiers des lieux puissent prendre connoissance de la validité desdites Prises, lesquelles pourront sortir & estre conduites franchement & en toute liberté aux lieux portez par les Commissions, dont les Capitaines desdits Navires de Guerre seront obligez de faire apparoir: & au contraire ne sera donné azile ni retraite dans leurs Ports ou Havres à ceux qui auront fait des Prises sur les Sujets de Sa Majesté ou desdits Seigneurs Etats Generaux; mais y estant entrez par nécessité de tempeste, ou peril de la Mer, on les fera sortir le plutôt qu'il sera possible.

XV.

Les Sujets desdits Seigneurs Etats Generaux ne seront point reputez Aubains en France, & ainsi seront exempts de la Loy d'Aubaine, & pourront disposer de leurs biens par testament, donation ou autrement, & leurs heritiers Sujets desdits Etats demeurans tant en France qu'ailleurs, recueillir leurs successions, même *ab intestato*, encore qu'ils n'ayent obtenu aucunes Lettres de naturalité, sans que l'effet de cette concession leur puisse estre contesté ou empêché, sous pretexte de quelque droit ou prerogative des Provinces, Villes, ou personnes privées. Pourront pareillement, sans lesdites Lettres de naturalité, s'establiir en toute liberté les Sujets desdits Seigneurs Etats en toutes les Villes du Royaume, pour y faire leur commerce & trafic, sans pourtant y pouvoir acquerir aucun droit de Bourgeoisie, si ce n'est qu'ils eussent obtenu Lettres de naturalité de Sa Majesté en bonne forme; & seront generalement traitez

ceux des Provinces Unies en tout & par tout , autant favorablement que les Sujets propres & naturels de Sa Majesté , & particulièrement ne pourront estre compris aux taxes qui pourront estre faites sur les Etrangers ; & sera tout le contenu au present Article observé , au regard des Sujets du Roy , dans les Pays de l'obeissance desdits Seigneurs Etats.

XVI.

Les Navires chargez de l'un des Alliez , passans devant les costes de l'autre , & relâchans dans les Rades ou Ports , par tempête ou autrement , ne seront contraincs d'y décharger ou debiter leurs marchandises ou partie d'icelles , ni tenus de payer aucuns droits , sinon lorsqu'ils y déchargeront des marchandises volontairement , & de leur gré.

XVII.

Les Maistres des Navires , leurs Pilotes , Officiers & Soldats , Matelots & autres gens de Mer , les Navires mêmes , ni les denrées & marchandises dont ils seront chargez , ne pourront estre saisis ni arrestez en vertu d'aucun ordre general ou particulier de qui que ce soit , ou pour quelque cause ou occasion qu'il puisse estre , non pas même sous pretexte de la conservation & défense de l'Etat : & generalement rien ne pourra estre pris aux Sujets de part & d'autre , que du consentement de ceux à qui il appartiendra . & en payant les choses qu'on desirera d'eux. En quoy toutefois n'est entendu de comprendre les saisies & arrests faits par ordre & autorité de la Justice , & par les voyes ordinaires , & pour loyales dettes , Contrats , ou autres causes legitimes , pour raison desquelles il sera procedé par voye de droit , selon la forme de la Justice.

XVIII.

Tous les Sujets & Habitans de France & des Provinces Unies , pourront en toute seureté & liberté naviger avec leurs Vaisseaux , & trafiquer avec leurs marchandises , sans distinction de qui puissent estre les Propriétaires d'icelles , de leurs Ports , Royaumes & Provinces , & aussi des Ports & Royaumes des autres Etats ou Princes , vers les Places de ceux qui sont déjà ennemis declarez , tant de la France que des Provinces Unies , ou de l'un des deux , ou qui pourroient les devenir. Comme aussi les mêmes Sujets & Habitans pourront avec la même seureté & liberté naviger avec leurs Vaisseaux , & trafiquer avec leurs Marchandises ,

dises, sans distinction de qui puissent estre les Propriétaires d'icelles, des Lieux, Ports & Rades de ceux qui sont ennemis de l'un & de l'autre desdites Parties, ou de l'une des deux en particulier, sans contradiction ou dévourbier de qui que ce soit, non seulement à droiture desdites Places ennemies, vers un lieu neutre, mais aussi d'une Place ennemie à l'autre, soit qu'elles se trouvent situées sous la Jurisdiction d'un même Souverain, soit qu'elles le soient sous divers.

XIX.

Ce transport & ce trafic s'étendra à toutes sortes de Marchandises, à l'exception de celles de contrebande.

XX.

En ce genre de Marchandises de contrebande s'entend seulement estre compris toutes sortes d'armes à feu, & autres assortimens d'icelles, comme canons, mousquets, morriers, petards, bombes, grenades, saucisses, cercles, poisses, affuts, fourchettes, bandoulières, poudre, meche, salpêtre, balles, picques, épées, morions, casques, cuirasses, haliebardes, javelines, chevaux, selles de cheval, fourreaux de pistolets, baudriers, & autres assortimens servans à l'usage de la guerre.

XXI.

Ne seront compris dans ce genre de Marchandises de contrebande, les fromens, bleds & autres grains, legumes, huiles, vins, sel, ni généralement tout ce qui appartient à la nourriture & sustentation de la vie, mais demeureront libres comme autres Marchandises & denrées non comprises en l'Article précédent: & en sera le transport permis même aux lieux ennemis desdits Seigneurs Etats, sauf aux Villes & Places assiégées, bloquées ou investies.

XXII.

Pour l'exécution de ce que dessus, il a esté accordé, qu'elle se fera en la maniere suivante, que les Navires & Barques avec les Marchandises des Sujets de Sa Majesté, estant entrées en quelque Havre desdits Seigneurs Etats, & voulant de là passer à ceux desdits Ennemis, seront obligez seulement de montrer aux Officiers des Havres desdits Seigneurs Etats, d'où ils partiront, leurs Passéports, contenant la specification de la charge de leurs Navires, artestez & marquez du Scel & seing ordinaire, & reconnus des Officiers de l'Amirauté des lieux d'où ils seront premierement partis, avec la déclaration du lieu où

ils seront destinez, le tout en forme ordinaire & accoutumée; après laquelle exhibition de leurs Passeports, en la forme susdite, ils ne pourront estre inquietez ny recherchez, detenus ny retardez en leurs voyages, sous quelque prétexte que ce soit.

XXIII.

Il en sera usé de même à l'égard des Navites & Barques Françoises qui iront dans quelques Rades des Terres de l'obéissance desdits Seigneurs Etats, sans vouloir entrer dans les Havres, ou y entrans, sans toutefois vouloir débarquer & rompre leurs charges, lesquels ne pourront estre obligez de rendre compte de leur cargaison, qu'au cas qu'il y eût soupçon qu'ils portassent aux Ennemis desdits Seigneurs Etats, des Marchandises de contrebande, comme il a esté dit cy dessus.

XXIV.

Et audit cas de soupçon apparent, lesdits Sujets seront obligez de montrez dans les Ports, leurs Passeports en la forme cy-dessus spécifiée.

XXV.

Que s'ils estoient entrez dedans les Rades ou estoient rencontrez en pleine mer par quelques Navires desdits Seigneurs Etats ou d'Armateurs particuliers leurs Sujets, lesdits Navires des Provinces Unies pour éviter tout desordre, n'approcheront pas plus près des François, que de la portée du Canon, & pourront envoyer leur petite Barque ou Chaloupe au bord des Navires ou Barques Françoises & faire entrer dedans deux ou trois hommes seulement à qui seront montrez les Passeports & Lettres de mer, par le Maistre ou Patron des Navires François, en la maniere cy dessus spécifiée, selon le formulaire desdites Lettres de mer, qui sera inseré à la fin de ce Traité, par lesquels Passeports & Lettres de mer il puisse apparoir non seulement de sa charge, mais aussi du lieu de la demeure & résidence tant du Maistre & Patron, que du Navire même, afin que par ces deux moyens on puisse connoistre s'ils portent des Marchandises de contrebande, & qu'il apparaisse suffisamment tant de la qualité dudit Navire, que de son Maistre & Patron, ausquels Passeports & Lettres de mer se devra donner entiere foy & creance; & afin que l'on connoisse mieux la validité & qu'elles ne puissent en aucune maniere estre falsifiées & contrefaites, seront données de certaines marques & contre-seings de Sadite Majesté & desdits Seigneurs Etats Generaux.

Et au cas que dans lesdits Vaisseaux & Barques Françoises destinées vers les Havres des Ennemis desdits Seigneurs États, se trouvent par les moyens susdits quelques Marchandises & denrées de celles qui sont cy-dessus déclarées de contrebande & défendues, elles seront déchargées, dénoncées & confisquées pardevant les Juges de l'Amirauté des Provinces Unies ou autres Competans, sans que pour cela les Navires & Barques ou autres biens, Marchandises & denrées libres & permises retrouvées au même Navire, puissent estre en aucune façon saisies ny confisquées.

XXVII.

Il a esté en outre accordé & convenu que tout ce qui se trouvera chargé par les Sujets de Sa Majesté en un Navire des Ennemis desdits Seigneurs États, bien que ce ne fust Marchandises de contrebande, sera confisqué avec tout ce qui se trouvera audit Navire, sans exception ny réserve; mais d'ailleurs aussi sera libre & affranchi tout ce qui sera & se trouvera dans les Navires appartenans aux Sujets du Roy Tres-Chrétien, encore que la charge, ou partie d'icelle fust aux Ennemis desdits Seigneurs États, sauf les Marchandises de contrebande, au regard desquelles on se réglera selon ce qui a esté disposé aux Articles précédens. Et pour éclaircissement plus particulier de cet Article, il est accordé & convenu de plus que les cas arrivans que toutes les deux Parties, ou bien l'une d'icelles fussent engagées en guerre, les biens appartenans aux Sujets de l'autre Partie & chargez dans les Navires de ceux qui sont devenus Ennemis de toutes les deux ou de l'une des Parties, ne pourront estre confisquées aucunement, à raison, ou sous prétexte de cet embarquement dans le Navire Ennemy, & cela s'observera non seulement quand lesdites denrées y auront esté chargées devant la déclaration de la guerre, mais même quand cela sera fait après ladite déclaration, pourvu que ç'ait esté dans les temps & termes qui s'ensuivent, à sçavoir si elles ont esté chargées dans la Mer Baltique, ou dans celle du Nord depuis Terneuse en Norvegue jusqu'au bout de la Manche dans l'espace de quatre semaines, ou du bout de ladite Manche jusqu'au Cap de saint Vincent, dans l'espace de six semaines; & de là dans la Mer Méditerranée & jusqu'à la Ligne, dans l'espace de dix semaines; & au-delà de la Ligne & en tous les au-

tres endroits du monde, dans l'espace de huit mois, à compter depuis la publication de la Présente, tellement que les Marchandises & biens des Sujets & Habitans chargez en ces Navires Ennemis, ne pourront estre confisquées aucunement durant les termes & dans les étenduës-sus-nommées à raison du Navire qui est Ennemy: ains seront restituez aux Propriétaires, sans aucun delay, si ce n'est qu'elles ayent esté chargées après l'expiration desdits termes; & pourtant il ne sera nullement permis de transporter vers les Ports Ennemis, telles Marchandises de contrebande, que l'on pourroit trouver chargées en un tel Navire Ennemi, quoy-qu'elles fussent renduës par la fudsite raison. Et comme il a esté réglé cy-dessus, qu'un Navire libre affranchira les denrées y chargées, il a esté en outre accordé & convenu, que cette liberté s'étendra aussi aux personnes qui se trouveront en un Navire libre à tel effet, que quoy-qu'elles fussent ennemis de l'un & de l'autre des Parties, ou de l'une d'icelles, pourtant se trouvant dans le Navire libre, n'en pourront estre tirées, si ce n'est qu'ils fussent gens de guerre & effectivement en service desdits Ennemis.

XXVIII.

Tous les Sujets & Habitans desdites Provinces Unies, jouiront reciproquement des mêmes droits, libertez, exemptions en leurs Trafics & Commerce dans les Ports, Rades, Mers & Etats de Sadite Majesté, ce qui vient d'estre dit, que les Sujets de Sa Majesté jouiront en ceux desdits Seigneurs Etats, & en haute Mer, se devant entendre que l'égalité sera reciproque en toute maniere de part & d'autre, & même en cas que cy-après lesdits Seigneurs Etats fussent en Paix, amitié & neutralité avec aucuns Rois, Princes, & Etats qui devinssent ennemis de Sadite Majesté: chacune des deux Parties devant user reciproquement des mêmes conditions & restrictions exprimées aux Articles du present Traité qui regarde le Trafic & le Commerce.

XXIX.

Et pour assurer davantage les Sujets desdits Seigneurs Etats, qu'il ne leur sera fait aucune violence par lesdits Vaisseaux de Guerre, sera fait défenses à tous Capitaines des Vaisseaux du Roy & autres Sujets de Sa Majesté, de ne les molester ni endommager en aucune chose que ce soit, sur peine d'estre tenus en leurs personnes & biens des dommages & interets soufferts & à souffrir, jusqu'à la due restitution & réparation.

Et pour cette cause seront dorenavant les Capitainès & Armateurs obligez , chacun d'eux avant leur partement , de bailler caution bonne & solvable pardevant les Juges competrans , de la somme de quinze mille livres tournois , pour répondre chacun d'eux solidairement des malversations qu'ils pourroient commettre en leurs courses , & pour les contraventions de leurs Capitaines & Officiers au present Traité , & aux Ordonnances & Edits de Sa Majesté , qui seront publiez en vertu & en conformité de la disposition d'iceluy , à peine de décheance & nullité desdites Commissions & Congez : ce qui sera pareillement pratiqué par les Sujets desdits Seigneurs Etats Generaux.

XXXI.

S'il arrivoit qu'aucun desdits Capitaines François fist prise d'un Vaisseau chargé desdites Marchandises de contrebande , comme est dit , ne pourront lesdits Capitaines faire ouvrir ni rompre les coffres , malles , balles , bougettes , tonneaux , & autres caisses , ou les transporter , vendre ou échanger , ou autrement aliener , qu'elles n'ayent esté descenduës en terres en la presence des Juges de l'Amirauté , & après inventaire par eux fait desdites Marchandises trouvées dans lesdits Vaisseaux , si ce n'est que lesdites Marchandises de contrebande ne faisant qu'une partie de la charge , le Maistre ou Patron du Navire trouvaist bon & agréast de livrer lesdites Marchandises de contrebande audit Capitaine , & de poursuivre son voyage , auquel cas ledit Maistre ou Patron ne pourra nullement estre empêché de poursuivre sa route & le dessein de son voyage.

XXXII.

Sa Majesté voulant que les Sujets desdits Seigneurs Etats Generaux soient traitez dans tout le Pays de son obéissance , aussi favorablement que ses propres Sujets , donnera tous les ordres necessaires pour faire que les Jugemens & Arrests qui seront rendus sur les Prises qui auront esté faites à la Mer , soient donnez avec toute justice & équité , par personnes non suspectes ni interessées au fait dont sera question , & donnera Sa Majesté des ordres précis & efficaces , afin que tous les Arrests , Jugemens & Ordres de Justice déjà donnez & à donner , soient promptement & dûement executez selon leurs formes.

Et lorsque les Ambassadeurs desdits Seigneurs Etats Generaux, ou quelques autres de leur Ministres publics qui seront à la Cour de Sa Majesté, feront plainte desdits Jugemens qui auront esté rendus, Sa Majesté fera revoir lesdits Jugemens en son Conseil, pour examiner si les ordres & precautions contenues au present Traité, auront esté suivis & observez, & pour y faire pourvoir selon la raison, ce qui sera fait dans le temps de trois mois au plus; & neanmoins avant le premier Jugement ni après icelui, pendant la revision les biens & effets qui seront reclamez, ne pourront estre vendus ni déchargez, si ce n'est du consentement des Parties interessees, pour éviter le déperissement desdites Marchandises.

XXXIV.

Quand procès sera meu en premiere & seconde instance contre ceux qui auront fait des Prises en Mer & les Interessez en icelles, & que lesdits Interessez viendront à obtenir un Jugement ou Arrest favorable, ledit Jugement ou Arrest aura son execution sous caution, nonobstant l'appel de celui qui aura fait la Prise, mais non au contraire; & ce qui est dit au present Article & au precedent, pour faire rendre bonne & brieve justice aux Sujets des Provinces Unies sur les Prises faites à la Mer par les Sujets de Sa Majesté, sera entendu & pratiqué par les Seigneurs Etats Generaux, à l'égard des Prises faites par leurs Sujets sur ceux de Sa Majesté.

XXXV.

Sa Majesté & les Seigneurs Etats Generaux pourront en tout temps faire construire ou fréter dans le Pays l'un de l'autre, tel nombre de Navires, soit pour la Guerre ou pour le Commerce que bon leur semblera, comme aussi acheter telle quantité de munitions de guerre qu'ils auront besoin, & employeront leur autorité à ce que lesdits marchez des Navires & achats de munitions se fassent de bonne foy & à prix raisonnable, sans que Sa Majesté ni les Seigneurs Etats Generaux puissent donner la même permission ausdits Ennemis l'un de l'autre, en cas que lesdits Ennemis fussent atraquans ou aggresseurs.

XXXVI.

Arrivant que des Navires de Guerre ou de Marchands échouënt par tempeste ou autre accident, aux Costes de l'un

ou de l'autre Allié, lefdits Navires, Appareaux, Biens & Marchandises, & ce qui sera sauvé, ou le provenant, si lefdites choses estant perissables ont esté vendues, le tout estant reclamé par les Propriétaires ou autres ayans charge & pouvoir d'eux, dans l'an & jour, sera restitué sans forme de procès, en payant seulement les frais raisonnables, & ce qui sera réglé entre lefdits Alliez pour le droit de sauvement; & en cas de contravention au present Article, Sa Majesté & lefdits Seigneurs Etats Generaux promettent d'employer efficacement leur autorité pour faire chastier avec toute la severité possible, ceux de leurs Sujets qui se trouveront coupables des inhumanitez qui ont esté quelquefois commises à leur grand regret en de semblables rencontres.

XXXVII.

Sa Majesté & lefdits Seigneurs Etats Generaux, ne recevront & ne souffriront que leurs Sujets recoivent dans nul des Pays de leur obéissance, aucuns Pirates & Forbans quels qu'ils puissent estre, mais ils les feront poursuivre & punir, & chasser de leurs Ports; & les Navires dépredez, comme les biens pris par lefdits Pirates & Forbans qui se trouveront en estre, seront incontinent & sans forme de procès restituez franchement aux Propriétaires qui les reclameront.

XXXVIII.

Les Habitans & Sujets de costé & d'autre, pourront par tout dans les Terres de l'obéissance dudit Seigneur Roy, & desdits Seigneurs Etats Generaux, se faire servir de tels Avocats, Procureurs, Notaires & Solliciteurs que bon leur semblera, à quoy aussi ils seront commis par les Juges ordinaires quand il sera besoin, & que lefdits Juges en seront requis: & sera permis ausdits Sujets & Habitans de part & d'autre, de tenir dans les lieux où ils feront leur demeure, les Livres de leur Trafic & Correspondance en la Langue que bon leur semblera, sans que pour ce sujet ils puissent estre inquietez ni recherchez.

XXXIX.

A l'avenir aucuns Consuls ne seront admis de part & d'autre, & si l'on jugeoit à propos d'envoyer des Residens, Agens, Commissaires, ou autres, ils ne pourront établir leurs demeures ordinaires que dans les lieux de la residence de la Cour.

XL.

Sa Majesté & lefdits Seigneurs Etats Generaux, ne permet-

tront point qu'aucun Vaisseau de guerre, ni autre équipé pour la commission & pour le service d'aucun Prince, Republique ou Ville que ce soit, vienne faire aucune Prise dans les Ports, Havres, ou aucunes Rivieres qui leur appartiennent, sur les Sujets de l'un ou de l'autre; & en cas que cela arrive, Sadite Majesté, & lesdits Seigneurs Etats Generaux employeront leur autorité & leur force pour en faire faire la restitution ou réparation raisonnablement.

XL I.

S'il survenoit par inadvertance ou autrement, quelques in-observations ou contraventions au present Traité de la part de Sadite Majesté, ou desdits Seigneurs Etats Generaux & leurs Successeurs, il ne laissera pas de subsister dans toute sa force, sans que pour cela on en vienne à la rupture de la Confederation, amitié & bonne correspondance, mais on reparera promptement lesdites contraventions; & si elles procedent de la faute de quelques particuliers Sujets, ils en seront seuls punis & châtiez.

XL II.

Et pour mieux asûrer à l'avenir le Commerce & l'Amitié entre les Sujets dudit Seigneur Roy, & ceux desdits Seigneurs Etats Generaux des Provinces Unies des Pays-Bas, il a esté accordé & convenu, qu'arrivant cy-après quelque interruption d'amitié, ou rupture entre la Couronne de France, & lesdits Seigneurs Etats Generaux desdites Provinces Unies, ce qu'à Dieu ne plaîse, il sera toujours donné neuf mois de temps après ladite rupture, aux Sujets de part & d'autre pour se retirer avec leurs effets, & les transporter où bon leur semblera: ce qui leur sera permis de faire, comme aussi de vendre & transporter leurs biens & meubles en toute liberté, sans qu'on leur puisse donner aucun empêchement, ni proceder pendant ledit temps de neuf mois, à aucune saisie de leurs effets, moins encore à l'arrest de leurs personnes.

XL III.

L'on prevendra de part & d'autre, autant qu'il sera possible, tout ce qui pourroit en aucune maniere empêcher directement ou indirectement l'execution du present Traité, & specialement de l'Article VII. & l'on s'oblige aux moindres plaintes qui se feront de quelques contraventions, de le faire incessamment separer.

XL IV.

Le present Traité de Commerce, Navigation & Marine, durera vingt-cinq ans, à commencer du jour de la signature, & les Ratifications en seront données en bonne forme, & échangées de part & d'autre dans l'espace de trois semaines, à compter du jour de la signature, ou plustost si faire se peut.

XLV.

Et pour plus grande seurété de ce Traité de Commerce, & de tous les Points & Articles y contenus, sera ledit present Traité publié, verifié & enregistré en la Cour du Parlement de Paris, & en tous autres Parlemens du Royaume de France, & Chambre des Comptes dudit Paris. Comme aussi semblablement ledit Traité sera publié, verifié & enregistré par lesdits Seigneurs Etats Generaux, dans les Cours & autres Places là où on a coûtume de faire les publications, verifications & enregistrements.

Formulaire des Passeports & Lettres qui se doivent donner dans l'Amirauté de France, aux Navires & Barques qui en sortiront, suivant l'Article du present Traité.

L OUIS Comte de Toulouse, Amiral de France: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, SALUT. Sçavoir faisons que Nous avons donné congé & permission à Maître & Conducateur du Navire nommé de la Ville de _____ du Port de _____ Tonneaux ou environ, estant de present au Port & Havre de _____ de s'en aller à _____ chargé de _____ après que vísitation aura esté faite de son Navire avant que partir, fera serment devant les Officiers qui exercent la Jurisdiction des Causes Maritimes, comme ledit Vaisseau appartient à un ou plusieurs des Sujets de Sa Majesté, dont il sera mis acte au bas des Presentes; comme aussi de garder & faire garder par ceux de son équipage les Ordonnances & Reglemens de la Marine, & mettre au Greffe le Rôle signé & verifié, contenant les noms & les surnoms, la naissance & demeure des hommes de son équipage, & de tous ceux qui s'embarqueront, lesquels il ne pourra embarquer sans le sceu & permission des Officiers de l'Amirauté, & en chacun Port ou Havre où il entrera avec

son Navire, fera apparoir aux Officiers & Juges de la Marine du présent congé, & leur fera fidele raport de ce qui sera fait & passé durant son voyage, & portera les Pavillons, Armes & Enseignes du Roy, & les nostres durant son voyage. En témoin de quoy Nous avons fait apposer nostre Seing & le Scel de nos Armes à ces Presentes, & icelles fait contresigner par nostre Secretaire de la Marine à _____ jour de
mil six cens _____
Et plus bas _____
Signé, LOUIS Comte de Toulouse.
Par _____

**Formulaire de l'Acte contenant le Serment.*

Nous _____ de l'Amirauté de _____
certifions que _____ Maître du Navire nommé
au Passeport cy-dessus, a presté le Serment mentionné en icelui.
Fait à _____ le _____ jour de _____ mil six cens _____

Autre Formulaire des Lettres qui se doivent donner dans les Villes & Ports de Mer des Provinces Unies, aux Navires & Barques qui en sortiront, suivant l'Article susdit.

Aux Serenissimes, Tres-Illustres, Illustres, Tres-Puissans, Honorables & Prudens Seigneurs Empereurs, Rois, Republiques, Princes, Ducs, Comtes, Barons, Seigneurs, Bourguemaistres, Eschevins, Conseillers, Juges, Officiers, Justiciers & Regens de toutes bonnes Villes & Places, tant Ecclesiastiques que Seculiers, lesquels ces Presentes verront ou liront; Nous Bourguemaistres & Regens de la Ville de _____
sçavoir faisons que _____ Maître du Navire
comparant devant Nous, a déclaré de serment solemnel, que le Navire nommé _____ grand environ
lastes, sur lequel maintenant il est le Maître, appartient aux inhabitans des Provinces Unies: AINSI DIEU LE VOULOIT AIDER. Et comme volontiers nous verrions ledit Maître de Navire, aidé dans ses justes affaires, Nous vous requerons tous en general & en particulier, où le susdit Maître avec son Navire & denrées arrivera, qu'il leur plaise de le recevoir benigne-ment & traiter dûëment, le souffrans sur les droits accoutumez des peages & frais, dans, par, & auprès de vos Ports, Rivieres & Domaines, le laissant naviger, passer, frequenter &

negotier là où il trouvera à propos: ce que volontiers nous reconnoissons. En témoin de quoy nous y avons fait apposer le Sceau de nostre Ville.

En foy de quoy Nous Ambassadeurs susdits de Sa Majesté & des Seigneurs Etats Generaux, en vertu de nos Pouvoirs respectifs avons esdits noms signé ces Presentes de nos sceings ordinaires; & à icelles fait apposer les Cachets de nos Armes. A Ryswick, le vingtième jour du mois de Septembre mil six cens quatre-vingt-dix-sept.

L. S. DE HARLAY BONNEUIL.

L. S. A. HEINSIUS.

L. S. VERJUS DE CRECY.

L. S. DE WEEDE.

L. S. DE CALLIERES.

L. S. W. HAREN.

L. S. DE M. LE PENS. HEINSIUS.

NOUS ayant agreable le susdit Traité de Commerce, Navigation & Marine en tous & chacun les Points & Articles qui y sont contenus & declarez, Avons iceux tant pour nous que pour nos Heritiers, Successeurs, Royaumes, Pays, Terres, Seigneuries & Sujets, accepté, approuvé, ratifié & confirmé, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foy & parole de Roy, sous l'obligation & hypoteque de tous & un chacun nos biens presens & à venir, garder, observer inviolablement, sans jamais aller ny venir au contraire, directement ou indirectement en quelque sorte & maniere que ce soit. En témoin de quoy Nous avons signé ces Presentes de nostre main, & à icelles fait apposer nostre Scel. Donné à Fontainebleau, le troisième jour d'Octobre, l'an de grace mil six cens quatre-vingt-dix-sept, & de nostre Regne le cinquante-unième. Signé, LOUIS. Et plus bas: Par le Roy, COLBERT & scellé de cire jaune sur lacs ou cordons de soye bleue trefsez d'or, le Sceau enfermé dans une boîte d'argent: sur le dessus de laquelle sont empreintes & gravées les Armes de France & de Navarre, sous un Pavillon Royal soutenu par deux Anges.

Article séparé avec la Hollande, pour l'imposition de cinquante sols par Tonneau.

L OUIS PAR LA GRACE DE DIEU, ROY DE FRANCE ET DE NAVARRE ? A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, SALUT. Ayant vû & examiné l'Article séparé que nostre amié & féal Conseiller ordinaire en nostre Conseil d'Etat, Nicolas Auguste de Harlay, Chevalier Sieur de Bonneüil, Comte de Celj ; nostre cher & bien amé Louïs Verjus, Chevalier Comte de Crecy, Marquis de Treon, Baron de Couray, Sieur du Boulay, des deux Eglises, de Fort-Isle & du Menillet : & nostre cher & bien amé François de Callieres, Chevalier Sieur de la Rochechellay & de Gigny, nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, en vertu des pleins Pouvoits que Nous leur en avions donné, ont conclu, arresté & signé le vingtième jour de Septembre dernier à Ryswick avec les Sieurs Antoine Heinsius, Conseiller Pensionnaire des Etats d'Hollande & Westfrise, Garde du grand Sceau & Surintendant des Fiefs, Everard de Weede, Seigneur de Weede, Dickvelt, Rateles, &c. Seigneur Foncier de la Ville d'Oudewater, Doyen & Escolastre du Chapitre Imperial de Sainte Marie d'Utrecht, Dyckgrave de la Riviere le Rhin dans la Province d'Utrecht, President des Etats de ladite Province ; & Guillaume de Haren Grietman du Bildt, Député de la Noblesse aux Etats de Frise, & Curateur de l'Université de Francker, Députez en leur Assemblée de la part des Etats d'Hollande, d'Utrecht & de Frise, en qualité d'Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de nos tres-chers & grands Amis les Etats Generaux des Provinces Unies des Pays-Bas, pareillement munis de pleins Pouvoirs ; duquel Article séparé la teneur s'ensuit,

OUTRE ce qui a esté conclu & arresté par le Traité de Commerce fait entre les Ambassadeurs de Sa Majesté Tres-Chrétienne, & ceux des Etats Generaux des Provinces-Unies, ce jourd'huy vingtième Septembre 1697. Il a esté encore convenu par le present Article séparé, qui aura la même force & vertu que s'il estoit inseré de mot à mot dans le susdit Traité, Que l'imposition de cinquante sols par tonneau, établie en France sur les Navires des Estrangers, cessera entierement à l'a-

venir à l'égard des Navires des Sujets des Etats Generaux des Provinces Unies, & ne pourra desormais estre rétablie: en sorte que les Navires des Sujets desdits Seigneurs Etats Generaux seront déchargez de ladite taxe, soit que lesdits Navires aillent droit en France des Pays ou Terres desdits Seigneurs Etats Generaux ou de quelque autre endroit que ce puisse estre, soit chargez ou à vuide, soit aussi qu'ils soient chargez, pour décharger dans une ou plusieurs Places de France, ou bien qu'étant destinez pour prendre charge aux lieux où ils auroient dessein d'aller, & n'y en trouvant pas, ils aillent en d'autres pour en avoir; soit aussi que lesdits Navires des Sujets des Seigneurs Etats Generaux, sortent des Ports de France pour s'en retourner chez eux, ou pour aller ailleurs en quelques lieux que ce puisse estre, chargez ou vuides; soit même qu'ils aient pris leurs charges dans une ou plusieurs Places, puisqu'il a esté convenu que ni dans lesdits cas, ni dans aucun autre qui pourroit arriver, les Navires des Sujets desdits Seigneurs Etats Generaux ne seront pas sujets à ladite imposition, mais qu'ils en seront & demeureront exempts, tant en venant desdits Ports de France qu'en y allant, excepté seulement en cas suivant; sçavoir quand lesdits Navires prendront des Marchandises en France, & qu'ils les transporteront d'un Port de France dans un autre Port de France pour les y décharger, auquel cas seulement, & nullement en aucun autre, les Sujets desdits Seigneurs Etats generaux seront obligez de payer ledit droit, comme les autres Etrangers. Le present Article separé sera ratifié & enregistré de même que le Traité de Commerce.

En foy de quoy Nous Ambassadeurs de Sadite Majesté & des Seigneurs Etats Generaux, en vertu de nos Pouvoirs respectifs, avons esdits noms signé cet Article separé de nos Seings ordinaires, & y avons fait apposer les Cachets de nos Atmes. A Ryswick en Hollande le vingtième jour du mois de Septembre mil six cens quatre-vingt dix-sept.

L. S. DE HARLAY BONNEUIL.

L. S. HEINSIUS.

L. S. VERJUS DE CRECY.

L. S. DE WEEDE.

L. S. DE CALLIERES.

L. S. W. HAREN.

NOUS ayant agreable le susdit Article separé en tout son contenu, Avons icelui loüé, approuvé & ratifié, loüons, approuvons & ratifions par ces Presentes signées de nostre main: Promettant en foy & parole de Roy, de l'accomplir, observer, & faire observer sincerement & de bonne foy, sans souffrir qu'il soit jamais allé directement ou indirectement au contraire, pour quelque cause & occasion que ce puisse estre. En témoin de quoy Nous avons signé ces Presentes, & à icelles fait apposer nostre Seel. Donné à Fontainebleau le troisiéme jour d'Octobre mil six cens quatre-vingt-dix-sept, & de nostre regne le cinquante-cinquiéme. Signé, LOUIS. Et plus bas: Par le Roy, COLBERT. & scellé en cire jaune sur cordons de soye bleüe, tressez d'or.

Extrait du Privilege du Roy.

PAR Lettres Patentes de Sa Majesté, signées, COLBERT: données à Fontainebleau le 10. Octobre 1696. & scellées du grand Sceau de cire jaune; il est permis au sieur Mignon, premier Commis de Monsieur le Marquis de Torcy Ministre & Secrétaire d'Etat, pour les causes y contenues, de faire imprimer par tels Imprimeurs qu'il voudra choisir, tous les Traitez de Paix, de Trêves, Neutralitez, Confederations, Alliances, Commerce, &c. qui ont esté cy-devant faits, ou qui le seront cy-après, & ce durant douze années: Avec défenses à tous Imprimeurs & Libraires, & tous autres du Royaume, d'en imprimer, ni vendre ou debiter pendant ledit temps, sous pretexte d'impression étrangere ou autrement, sans le consentement dudit Sieur Mignon, à qui Sa Majesté en a commis le soin, sur les peines portées par ledit Privilege: Avec Mandement exprès à Monsieur le Lieutenant General de Police, de tenir la main à l'entiere & ponctuelle observation desdites Lettres, sans souffrir qu'il y soit contrevenu, directement ou indirectement, sous quelque pretexte que ce puisse estre.

Et ledit Sieur Mignon a cédé son Privilege à F. Leonard Imprimeur ordinaire du Roy, suivant l'accord fait entre eux.







ARTICLE SEPARÉ

ACCORDÉ

A LA HOLLANDE.

A Ryſwvick le 9. Octobre 1697.



Nous Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires du Roy Tres-Chrétien aux Conférences de la Paix generale, declérons que le Roy nostre Maistre a consenti & accordé une liberté entiere de la pesche tant de Harang qu'autres Poissons de quelque nature, & en quelques lieux & Pays que ce puisse estre, à tous les Sujets des Seigneurs Etats Generaux, sans attendre les delais portez par les derniers Traitez de Paix & de Commerce, signez le vingtième de Septembre à Ryſwvick, & qu'en consequence de ladite Declaration tous Vaisseaux de Guerre de Sa Majesté, Armateurs, & autres, ne pourront plus desormais arrester, prendre, rançonner, inquieter, ou molester tous lesdits Sujets desdits Etats Generaux, ni leurs Vaisseaux, Barques, ou Chaloupes qu'ils trouveront peschans à la Mer ou dans les Rivières & autres Eaux, ni en allant ou revenant. Et reciproquement Nous Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires des Etats Generaux aux Conférences de la Paix, declérons que lesdits Seigneurs Etats Generaux nos Superieurs ont consenti & accordé la même chose aux Sujets de Sa Majesté Tres-Chrétienne. En foy de quoy Nous avons signé le present Acte, & y avons fait

Tr. de Commerce..

G.

apposer les Cachets de nos Armes. Au Chasteau de Ryswick en Hollande, le neuvième Octobre mil-six cens quatre-vingt dix-sept. Estoit signé;

L. S. DE HARLAY BONNEÜIL.

L. S. A. HEINSIUS.

L. S. VERJUS DE CRECY.

L. S. E. DE VVEEDE.

L. S. DE CALLIERES.

L. S. VV. HAREN.

RATIFICATION DES ETATS GENERAUX pour le Traité de Paix.

LES Etats Generaux des Provinces Unies des Pay-bas : A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme ainsi soit que le vingtième de Septembre de la presente année 1697. il ait esté fait & conclu à Ryswick en Hollande un Traité de Commerce, Navigation & Marine, par le Sieur Nicolas Auguste de Harlay, Chevalier Seigneur de Bonneüil, Comte de Celj, Conseiller ordinaire de Sa Majesté Tres-Chrétienne en son Conseil d'Estat; le Sieur Louis Verjus, Chevalier Comte de Crecy, Conseiller ordinaire du Roy en son Conseil d'Estat, Marquis de Treon, Baron de Couray, Seigneur de Boulay, des deux Eglises, de Fort-Isle, du Menillet, & autres lieux; & le Sieur François de Callieres, Chevalier Seigneur de Callieres, de la Rochechellay & de Gigny, Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Sa Majesté Tres-Chrétienne à l'Assemblée de Ryswick, au nom & de la part de Sadite Majesté: Et par les Sieurs Antoine Heinsius, Conseiller Pensionnaire des Estats d'Hollande & de VVestfrise, Garde du grand Sceau, & Surintendant des Fiefs de la même Province; Everard de VVeede, Seigneur de VVeede, Dyckwelt, Rateles & autres lieux, Seigneur Foncier de la ville d'Oudewater, Doyen & Escolastre du Chapitre Imperial de Sainte Marie d'Utrecht, Dyckgrave de la Riviere le Rhin dans la Province d'Utrecht, President des Estats de ladite Province; & Guillaume de Haren Grietman du Bildt, Député de la part de la Noblesse aux Estats de Frise, & Curateur de l'Université de Francker, Député en nôtre Assemblée de la part des Estats d'Hollande, d'Utrecht & de Frise, nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires à ladite Assemblée de Ryswick, en nôtre nom & de nôtre part, en vertu de leurs pleins Pouvoirs respectifs; duquel Traité la teneur s'ensuit.

LE Traité de Paix qui a esté conclu, &c. En foy de quoi, Nous Ambassadeurs susdits de Sa Majesté & des Seigneurs Estats Generaux, en vertu de nos Pouvoirs respectifs, avons ésdits noms signé ces Presentes de nos Seings ordinaires, & à icelles fait apposer les Cachets de nos Armes. A Ryswick le vingtième jour de Septembre 1697. Etoit signé,

L.S. DE HARLAY BONNEÜIL.

L.S. HEINSIUS.

L.S. VERJUS DE GRECY.

L.S. DE WEEDE.

L.S. DE CALLIERES.

L.S. W. HAREN.

Et dautant que le contenu dudit Traité porte que les Ratifications d'icelui seront données en bonne forme, & échangées de part & d'autre dans l'espace de trois semaines, à compter du jour de la signature: Nous, voulans bien donner des marques de nôtre sincérité, & nous acquitter de la parole que nosdits Ambassadeurs ont donnée pour Nous, avons agréé, approuvé & ratifié ledit Traité & un chacun des Articles d'icelui ci-dessus transcrits; comme Nous l'agréons, approuvons, & ratifions par ces Presentes: Promettans en bonne foy & sincerement de le garder, entretenir & observer inviolablement de point en point, selon sa forme & reneur, sans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement en quelque sorte & maniere que ce soit. En foy de quoi Nous avons fait signer ces Presenres par le President de nôtre Assemblée, contresigner par nôtre Grefsier, & y apposer nôtre grand Sceau. Fait à la Haye le dixième Octobre, l'an de grace mil six cens quatre-vingt dix-sept.

JOAN.

Par Ordonnance desdits Seigneurs Estats Generaux,

F. FAGEL.

RATIFICATION DE L'ARTICLE *des Cinquante sols.*

Les Etats Generaux des Provinces Unies des Pays-Bas: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme ainsi
G ij

soit qu'outre le Traité de Commerce fait & conclu à Ryswick en Hollande, le vingtième jour de Septembre de la presente année 1697. il ait esté fait de même un Article séparé par le Sieur Nicolas-Auguste de Harlay, Chevalier Seigneur de Bonneüil, Comte de Celj, Conseiller ordinaire de Sa Majesté Tres-Chrétienne en son Conseil d'Etat; le Sieur Louïs Verjus, Chevalier Comte de Crecy, Conseiller ordinaire du Roy en son Conseil d'Etat, Marquis de Treon, Baron de Couray, Seigneur de Boulay, des deux Eglises, de Fort-Isle, du Menillet, & autres lieux; & le Sieur François de Callières, Chevalier Seigneur de Callieres, de la Rochechellay & de Gigny, Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Sa Majesté Tres-Chrétienne à l'Assemblée de Ryswick: Et par les Sieurs Antoine Heinsius, Conseiller Pensionnaire des Etats d'Hollande & de Vvestfrise, Garde du grand Sceau & Surintendant des Fiefs de la même Province; Everard de VVeede, Seigneur de VVeede, Dyckvelt, Rateles, & autres lieux, Seigneur Foncier de la Ville d'Oudewater, Doyen & Escolastre du Chapitre Imperial de Sainte Marie à Utrecht, Dyckgrave de la Riviere le Rhin dans la Province d'Utrecht, President des Etats de ladite Province; & Guillaume de Haren Grietman du Bildt, Deputé de la part de la Noblesse aux Etats de Frise, & Curateur de l'Université de Francker, Deputez en nostre Assemblée de la part des Etats d'Hollande, d'Utrecht & de Frise, nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires à ladite Assemblée de Ryswick en nostre nom & de nostre part, en vertu de leurs pleins Pouvoirs respectifs: duquel Article séparé la teneur s'ensuit.

Outre ce qui a esté conclu & arresté par le Traité de Commerce, &c. En foy de quoy Nous Ambassadeurs de Sa Majesté & des Seigneurs Etats Generaux, en vertu de nos Pouvoirs respectifs, avons ésdits noms signé cet Article séparé de nos Seings ordinaires, & y avons fait apposer les Cachets de nos Armes. A Ryswick en Hollande, le vingtième jour du mois de Septembre 1697. Estoit signé,

L.S. DE HARLAY BONNEÜIL.

L.S. VERJUS DE CRECY.

L.S. DE CALLIERES,

L.S. A. HEINSIUS.

L.S. E. DE VVEEDE,

L.S. VV. HAREN.

Nous ayant pour agreable ledit Article séparé, l'avons agréé, approuvé & ratifié, l'agréons, approuvons & ratifions par ces Presentes, de même que s'il estoit inseré dans le susdit Traité de Commerce: Promettans de garder, entretenir & observer inviolablement tout ce qui est contenu en iceluy, sans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement sous quelque pretexte que ce soit. En foy de quoy Nous avons fait signer ces Presentes par le President de nostre Assemblée, contre-signer par nostre Greffier, & y apposer nostre grand Sceau. Fait à la Haye le dixième Octobre, l'an mil six cens quatre-vingt-dix-sept.

JOAN.....

Par Ordonnance desdits Seigneurs Etats Generaux;

F. FAGEL.

RATIFICATION DES ETATS GENERAUX
pour le Delay accordé à l'Empereur & à l'Empire.

Les Etats Generaux des Provinces Unies des Pays-Bas: A tous ceux qui ces Presentes Lettres verront, Salut. Comme ainsi soit qu'outre le Traité de Paix & d'Amitié fait & conclu à Ryf-
 wick en Hollande le vingtième jour de Septembre de la presente année 1697. il ait esté fait de même un Article séparé par le Sieur Nicolas Auguste de Harlay, Chevalier Seigneur de Bonnetuil, Comte de Celj, Conseiller ordinaire de Sa Majesté Tres-Chrétienne en son Conseil d'Etat; le Sieur Louis Verjus, Chevalier Comte de Crecy, Conseiller ordinaire du Roy en son Conseil d'Etat, Marquis de Treon, Baron de Couray, Seigneur de Boulay, des deux Eglises, de Fort-Isle, du Menillet, & autres lieux; & le Sieur François de Callieres, Chevalier Seigneur de Callieres, de la Rochechellay & de Gigny, Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Sa Majesté Tres-Chrétienne à l'Assemblée de Ryf-
 wick, au nom & de la part de Sadite Majesté: Et par les Sieurs Antoine Heinsius, Conseiller Pensionnaire des Etats d'Hollande & de Vvestfrise, Garde du grand Sceau, & Surintendant des Fiefs de la même Province; Everard de Vveede, Seigneur de Vveede, Dyckvelt, Rateles, & autres lieux, Seigneur Foncier de la Wille d'Oudewater, Doyen & Escolastre du Chapitre Imperial de

Sainte Marie à Utrecht, Dyckgrave de la Riviere le Rhin dans la Province d'Utrecht, President des Etats de ladite Province, & Guillaume de Haren Grietman du Bildt, Deputé de la part de la Noblesse aux Etats de Frise, & Curateur de l'Université de Francker, Deputez en nostre Assemblée de la part des Etats d'Hollande, d'Utrecht & de Frise, nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires à ladite Assemblée de Ryswick en nostre nom & de nostre part, en vertu de leurs pleins Pouvoirs respectifs: duquel Article séparé la teneur s'ensuit.

Otre ce qui a esté conclu & arrêté par le Traité de Paix, &c: En foy de quoy, Nous Ambassadeurs de Sadite Majesté, & des Seigneurs Etats Generaux, en vertu de nos Pouvoirs respectifs, avons esdits noms signé cet Article séparé de nos Seings ordinaires, & y avons fait apposer les Cachets de nos Armes. A Ryswick en Hollande le vingtième jour du mois de Septembre mil six cens quatre-vingt dix-sept. Etoit signé,

L. S. DE HARLAY BONNEUIL.

L. S. A. HEINSIUS.

L. S. VERJUS DE CRECY.

L. S. E. DE VVEIDE.

L. S. DE CALLIERES.

L. S. VV. HAREN.

Nous ayant pour agreable ledit Article séparé, l'avons agréé, approuvé & ratifié, l'agréons, approuvons, & ratifions par ces Presentes, de même que s'il étoit inséré dans le susdit Traité de Paix & d'Amitié: Promettans de garder, entretenir & observer inviolablement tout ce qui est contenu en icelui, sans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement, sous quelque pretexte que ce soit. En foy de quoy Nous avons fait signer ces Presentes par le President de nostre Assemblée, contre-signer par nostre Greffier, & y apposer nostre grand Sceau. Fait à la Haye le dixième Octobre l'an mil six cens quatre-vingt dix-sept.

JOAN.....

Par Ordonnance desdits Seigneurs Etats Generaux,

F. FAGEL.

GULIELMUS III. Dei gratiâ Magnæ Britannia, Franciæ
 & Hibernia Rex, Fidei Defensor, &c. Omnibus ad quos
 presentes Litteræ pervenerint, aut ullo modo spectaverint, Salutem,
 Cum is præsens rerum status, eaque animorum inclinatio videatur,
 ut Bellum, quo magna orbis Christiani pars, jam diu, graviterque
 affligitur, favente Divinâ Providentiâ, officioque Mediatoris
 bono Fratre nostro Serenissimo ac Potentissimo Rege Sueciæ fungente,
 feliciter restingui posse, spes haud mediocris effulgeat: Nos qui
 Pacis studiosi semper fuimus, semperque erimus, nihil magis in
 votis habentes, quàm ut concordia aqua, sincera & diuturna inter
 Principes Christianos quantocius fiat, & plurimum excolatur, tran-
 quillitatis publicæ recuperanda occasione oblata haud gravatè
 amplectimur; cumque de Pacis generalis tractatu inter Nos & Fæ-
 deratos nostros ab una, & Regem Christianissimum ab altera parte
 instituendo, à Nostreis & Fæderatorum nostrorum, & Regis prædi-
 cti Ministris, in Hollandia consensum sit; cumque ad tam pium
 & præclarum opus perficiendum, virorum prudentiâ, & in rebus
 arduis experientiâ præditorum, tantoque negotio parium, opéra
 usi necesse sit: Scitis quòd Nos fide, industriâ, judicio, pruden-
 tiaque per dilectorum & perquam fidelium consanguineorum nostro-
 rum Thomæ Comitis Penbrochia, & Montisgomerici, Baronisque
 Herbert de Cardiffe, &c. Privati Sigilli nostri Angliæ Custodis, &
 à Conciliis nostris intimis; Eduvardi Vicecomitis de Villiers, nostri
 nunc ad celsos ac præpotentes Dominos Ordines Generales Uniti Belgii
 Ablegati Extraordinarii, & ad Congressum Ministrorum à Confæde-
 ratis nostris missorum, qui Haga Comitum habetur, Plenipotentarii;
 per dilecti & perquam fidelis Consilarii nostri Roberti Domini Le-
 xington, Baronis de Averam, ex intimis cubiculis nostris Gene-
 rosi, nostri ad Serenissimum & Invictissimum Principem Romanor-
 um Imperatorem Ablegati nunc Extraordinarii; atque dilecti no-
 bisque fidelis Josephi Williamson Equitis Aurati, nobis à Consiliis
 intimis, & ab Archivis Status, in Confessa Ordinum Regni nostri
 Angliæ, sive Parliamenti, Senatoris; plurimum confisi, expertisque
 qua pollent in rebus transigendis scientia, usuque singulari, ex
 negotiis, muneribusque variis, quæ domi forisque jamdudum
 dignè gesserunt, ipsos Thomam Comitem Penbrochia & Montisgo-
 merici, Eduvardum Vicecomitem de Villiers, Robertum Baronem de
 Averam, & Josephum Williamson nominavimus, fecimus, con-
 stituimus & deputavimus, & per Præsentes nominamus, facimus,

constituimus & deputamus, nostros veros, certos & indubitatos Legatos Extraordinarios, Ambassiatores, Commissarios, Deputatos, Procuratores & Plenipotentiarios; dantes eisdem & concedentes, & eorum duobus quibusvis, ægrotantibus vel utcumque alijs absentibus duobus alteris, omnem & omnimodam potestatem, facultatem, auctoritatemque, necnon mandatum generale pariter ac speciale, (ita tamen ut generale speciali non deroget, neque è contra)

vel alium quemcumque locum, ubi dictum Pacis Tractatum & Negotiationem institui ac celebrari contigerit, adeundi, ibique pro nobis, ac nomine nostro, unà cum Commissariis ac Plenipotentiariis Confederatorum nostrorum ex una, cum iis quos Rex Christianissimus ex altera parte deputaverit, congregiendi & colloquendi, cum iis pariter quos alii quicumque Reges, Principes, Republica, aut libera Civitates sufficienti auctoritate instructos, ad dictum Pacis Tractatum miserint, ad lites controversiasque ex occasione huiusce Belli ortas, componendas, & plenè determinandas, cumque iis de Pace firma ac stabili tractandi, conveniendi & concludendi, idque omne quod ab iis ita conclusum conventumque fuerit, pro nobis & nomine nostro signandi, superque conclusis, instrumenta quotquot & qualia fuerint necessaria, conficiendi, mutuoque tradendi, recipiendique: Dantes ulterius & concedentes Legatis nostris supradictis potestatem, auctoritatemque litteras commensuras, aliasque qualescumque, quæ ad securitatem personarum, comitum, servorum, atque impedimentorum eorum omnium quæ dicto Tractatui transigendo, conficiendoque operam impendant, vel ei quovis modo inserviunt, requiri posse de tempore in tempus videantur, signandi, concedendi & exhibendi, ac generaliter ea omnia tractandi, promittendi, stipulandi, conveniendi & faciendi, quæ in & super premissis, aut eorum quolibet quovis modo necessaria, vel quomodolibet opportuna judicaverint, in tam amplis modo & forma, ac vi effectusque pari, ac Nos ipsi facere possemus, si dicto Tractatui personaliter interessemus: Spondentes ac in verbo Regio promittentes, Nos omnia & singula quacumque à dictis nostris Legatis & Plenipotentiariis, & eorum duobus quibusvis, ægrotantibus, vel utcumque alijs absentibus, ut antè dictum est, duobus alteris, vi Præsentium, transigi & concludi contigerit, grata, rata & accepta, iis prorsus modo & forma quibus conventum erit, habituros. In quorum omnium fidem majusque robur, Præsentibus manu nostra Regia signatas, magna Angliæ Sigillo communiri fecimus. Dabantur in Aula nostra apud Kensington, die 16. Februarii ann. Dom. 1697. Regniq. nostri nono.